



le peuple breton

8f

Aujourd'hui, être libre c'est être informé

N° 234 - JUIN 1983

ARDOISE

JOUR DE REPRISE

PAYSANS

JOURS DE COLERE

PLAN BRETON :

A REFAIRE...

YANNIG AR BLEIZ :

BIS !

M 2331 - 234 - 8,00F

Afin de rompre la solitude, vous cherchez l'âme sœur. Nous avons parmi nos nombreux adhérents sérieux, la personne dont vous rêvez.

Contactez nous sans engagement de votre part nous trouverons rapidement la solution.

DEUX 

Tél. : 45.86.88
4 rue Pierre Ozanne
29200 BREST



BRULERIE DU LEON
88, rue Jean-Jaurès - BREST - Tél. 44.34.96
NOS SPECIALITES DE CAFES FINS

LA BOUTIQUE IRLANDAISE

4, rue de la Psalette-RENNES
(derrière la Cathédrale)

*Tissages, Pulls, Paddy,
Bijoux, Livres
Disques (+ de 250 titres)
Guinness, Posters...
Ouvert le lundi*

keltia-musique



1, place au Beurre
29000 QUIMPER
Tél. : (98) 95.45.82

DISQUES
LIVRES
ET
INSTRUMENTS
DE MUSIQUE
DES PAYS
CELTES

ENREGISTREMENTS - ÉDITIONS de DISQUES et CASSETTES



J. COURTÉ

BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

37, Route de Quimper, **BREST** - Tél. 02.11.72 - B.P. 345
Z.I. de Kerhuel, **QUIMPER** - Tél. 90.24.25 - B.P. 419

EDITIONS 

CHATEAULIN

La Bretagne, ses sites, ses traditions, ses légendes, son âme, ses racines racontée par les meilleurs auteurs bretons.

Plus de 150 titres publiés

Catalogue général sur demande



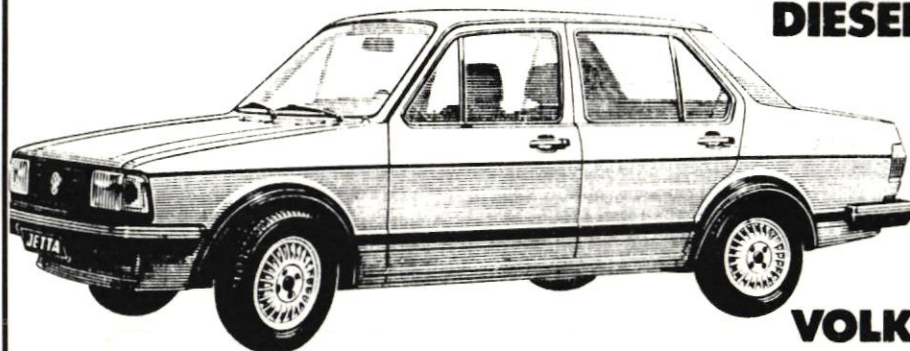
BRULERIE DE CORNOUAILLE

Le spécialiste des cafés fins

TONGA - NOUVEAU : TROPICANA 100% Arabica
TORRÉFACTION - PLONEOUR-LANVERN - Tél. (98) 87.62.81

SOBRÉ

DIESEL - TURBO DIESEL.



La Jetta n'est modeste que sur un plan : celui de la consommation (de gazole)

	90km/h	120km/h	En ville
En 54 ch Diesel	4,7L	7,0L	6,5L
En 70 ch Turbo Diesel	4,4L	6,2L	6,6L

Modèle représenté : Jetta GL Diesel et Turbo Diesel, boîte 4 + E, 5 CV, jantes en alliage en option. Année modèle 83. «Financement en crédit-bail par V.A.G.»

VOLKSWAGEN JETTA.



Votre concessionnaire pour les marques Volkswagen et Audi.
M. LE LANNIER - Garage St-Christophe - LANDERNEAU

Souscription permanente pour le progrès du « Peuple Breton »

IL ETAIT TEMPS !

Nos abonnés connaissent la bande d'envoi entourant chaque mois le «Peuple Breton». Parfois, il nous en revient avec la mention : n'habite plus à l'adresse indiquée. Ce qui s'est passé le mois dernier. Mais, à la place du «P.B.», une main facétieuse avait glissé le dernier numéro des... «Veillées des chaumières». Si ! Avec une splendide couverture multicolore sur «Le bouquet de notre France». Au journal, on a vachement apprécié la plaisanterie, sans rigoler. On doit quand même avouer que c'est bien la première fois que cette pourtant célèbre publication passait le pas de la porte du «P.B.». Eh bien, nous le disons tout cru : il était temps ! Il devenait en effet carrément anormal qu'on continue à ignorer une revue qui apporte régulièrement sa chaleur dans les foyers de l'hexagone, depuis 106 ans. Un bail. Qu'avec votre aide nous ne désespérons d'ailleurs pas d'atteindre !

6^e liste

A. Le Priellec, 91 Erry	20,00
J.B. Squiffiec	50,00
R. Ballandras, 91 Grigny	30,00
A. Fauvet, Quimper	50,00
M. Cadiou, Trebeurden	130,00
L. Philippe, Ile de Batz	30,00
M. Riou, Dinan	20,00
D. Le Corre, Lignol	80,00
A. Cornu, La Chapelle-Erdre	30,00
B. Le Bleiz, Plonéour-Lanvern	30,00
B. Plouzenec, Plérin	30,00
M. Le Skan Glenmor, Mellionec	130,00
Y. Vigouroux, Roscoff	130
L. Thomas, Paris	30,00
Y. Le Guen, Paris	30,00
Y. Botrel, Bourbriac	20,00
R. Hénaff, Plurien	30,00
A. Masquart, 78 Les Clayes/Bois	30,00
A. Le Bris, 34 Montpellier	30,00
F. Menard, Nantes	30,00
C. Tripon, St-Herblain	20,00
L. Kleac'h, Quimper	30,00
P. Le Caer, St-Herblain	30,00
A. Generec, Quimper	30,00
E. Léon, Rennes	80,00
Y. Hervé, Rennes	30,00
P. Hervé, Rennes	30,00
P. Scarnière, La Baule	30,00
P. Oillo, Dirinon	80,00
R. Geléoc, St-Malo	30,00
J.J. Ketet, 95 Saunois	80,00
J.J. Lucas, Caulnes	30,00
J.O., Brasparts	20,00
P. Le Rol, Ploudaniel	10,00
M. Le Treut, St-Yvi	30,00
Y. Le Bihan, 92 Bois Colombes	30,00
M. Piquet, Préfaillies la Plaine	30,00
J. Garçon, Derval	30,00
C. Le Berre, Guidel	30,00
J. Trolez, Guidel	30,00
L. Cevaer, L'Hôpital Camfrout	20,00
P. Quedillac, Langon	20,00
P. Bodio, Brest	20,00
E. Denes, Rennes	80,00
M. Manac'h, 93 Blanc Mesnil	20,00
E. Le Grevellec, Paris	30,00

Total 6^e liste 1860,00

Report des listes précédentes 8868,00

TOTAL 10728,00

SOMMAIRE

Edito :

Après la convention de l'U.D.B. 4

Agriculture :

Le printemps agité des paysans bretons. 8
La crise de l'aviculture 6
Au meeting des femmes 10

Politique :

La convention nationale de l'U.D.B. 11
Une élection municipale à Grâces 12

Social :

Sambron - Ponchâteau 13
Plan : la mauvaise copie de Marcellin .. 14

Société :

La citoyenneté revendiquée 19
Manuel Dias et la société inter-
culturelle 21

Humeur :

Goya et Chantal 5

Education :

F.C.P.E. : pour une dimension régionale
de l'enseignement 20

Culture :

Bonnet d'âne à Brest et Nantes 24
Rock : Yannig ar Bleiz, pas triste 27

B.D. :

Roba peint les colonisés 29
Superbigou 2^e fournée 29

Rubriques :

Chiche ? 5
P.B. Service 24
Courrier des lecteurs 30

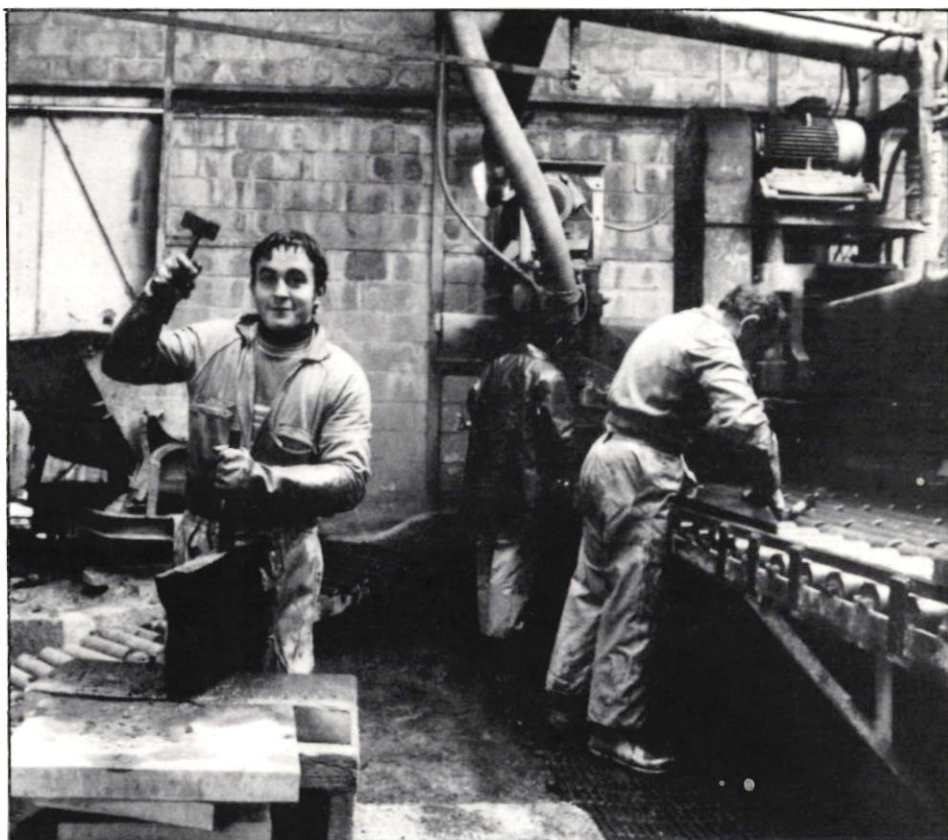


Photo Louis Blonce

Après 10 mois d'interruption, les ardoisières de Moulin-Lande à Maël-Carhaix ont repris à la mi-mai. Nous avons été y passer un jour (lire page 16).

« LE PEUPLE BRETON » - Mensuel - B.P. 304, 29273 Brest Cédex, Tél. : (98) 46 18 24 (Répondeur après 19 h.). - Rédaction : Pierre Gallais - Directeur de la Publication : Jean Guéguénat. Publicité : J. Le Guellec
PUBLICATION - Publication inscrite à la C.P.P.A.P., N° 41 387 - Photocomposition Atelier Le Dœuff, Lorient - Imprimerie de l'Iroise, Brest - Dépôt légal : 2^e trimestre.

CHANGEMENTS D'ADRESSE - Pour tout changement d'adresse, nous demandons à nos abonnés de nous écrire en joignant ou en recopiant leur dernière bande d'expédition du journal, et en joignant 2,00 F en timbres pour frais. Merci d'avance.

ABONNEMENTS Ordinaire : 80 F - De soutien : à partir de 100 F - Etranger : 95 F - Etranger (par avion) : 115 F
C.C.P. : 2365-76 Rennes.

APRES LA CONVENTION DE L'U.D.B.

Libérons les capacités créatrices de la Bretagne et construisons ensemble l'autonomie socialiste : tel est l'appel que l'U.D.B. lance aux travailleurs à travers le manifeste adopté par sa convention nationale réunie le 8 mai dernier à Lorient et dont on pourra lire plus loin le contenu.

Cet appel est d'une vibrante actualité car la persistance de la crise économique et les attermoissements de la politique gouvernementale entraînent trop de gens vers une attitude de renoncement face aux difficultés ou, pire, de ressentiment vis-à-vis de l'idée même du socialisme.

Cet appel est d'une vitale nécessité car la situation en Bretagne reste très préoccupante et que rien ne vient, ainsi que l'ont constaté les militants U.D.B., éclaircir notre horizon, notamment en la matière, prioritaire pour nous, de créations d'emplois.

Le bilan des changements intervenus et de ceux toujours attendus depuis a été fait par la convention nationale dans un esprit positif, sans complaisance et sans agressivité. Ce bilan était nécessaire et utile car il est des acquis qu'il faut défendre et il est des

abandons qu'il faut dénoncer pour éviter que les autres partis de gauche ne fassent un jour le lit de la droite.

La Bretagne ne peut pas se payer le luxe de l'alternance. Souvenons-nous que Giscard, Barre, Chirac ou Marcellin ont montré dans un passé récent leur incapacité chronique à résoudre les problèmes bretons et leur hostilité à toutes les aspirations populaires.

La Bretagne ne peut pas non plus se payer le luxe d'attendre une amélioration de la situation mondiale. Des décisions peuvent être prises tout de suite dans les domaines culturel, économique, social et institutionnel. Fidèle à ses choix bretons, l'UDB appelle les travailleurs à saisir la chance de la présence de la gauche au pouvoir pour avancer le plus vite et le plus loin possible sur la voie de l'autonomie socialiste.

L'U.D.B. ne ménagera pas ses efforts pour empêcher le retour de la droite aux affaires à Paris et pour l'affaiblir en Bretagne, mais elle ne ménagera surtout pas son énergie pour freiner et faire disparaître ces cancers de la colonisation du peuple breton : l'assimilation culturelle, la dépendance économique, la surexploitation sociale et la centralisation politique.

La solidarité est indispensable mais elle commence pour nous par un rattrapage des inégalités flagrantes et reconnues héritées de l'ancien régime, que ces inégalités concernent des hommes ou des régions. La solidarité se mesurera pour nous sur le terrain et c'est de

leur réponse aux problèmes spécifiques du peuple breton que dépendra à l'avenir la nature et l'ampleur de notre soutien aux forces de gauche hexagonales.

Nous n'avons jamais eu la naïveté de croire que nos partenaires allaient appliquer notre programme, surtout dans ce qu'il a de plus novateur, mais qu'ils sachent cependant qu'ils sont jugés maintenant non plus sur des paroles mais sur des actes.

Actifs artisans du 10 mai, nous n'avons pas l'intention de devenir des adeptes gémissants du «oui mais». Notre «oui» à l'idéal socialiste et à l'internationalisme est clair. Notre «non» à toute politique qui ne prendrait pas en compte les intérêts bretons sera tout aussi clair.

Le temps n'est pas à gémir ou à crier aux promesses non tenues, il est à s'organiser, à se regrouper et à se battre pied à pied dans tous les domaines pour réclamer et imposer des mesures qui s'attaqueront aux racines du mal et qui permettront de réparer les dégâts causés depuis des décennies par le capitalisme et par le centralisme.

Telle est la leçon de la convention nationale de Lorient et tel est le combat qu'il faut mener aux côtés et au sein de l'U.D.B.

Une plate-forme politique existe qui peut rassembler tous les progressistes bretons : c'est le manifeste de Lorient. Il appartient maintenant à chacun d'entre nous que l'espoir renaisse aujourd'hui en Bretagne.

U.D.B.

Edito



Sprint performant...



BELLE nana, cadre performant et bleu de chauffe horizon braqué sur la ligne des Vosges de la même couleur, le conseil général de la Loire-Atlantique vient de trouver un truc pour promouvoir l'emploi : créer un challenge pour les jeunes promoteurs efficaces désireux de jouer les Bernard Hinault. Pourquoi pas ? Ça prouve qu'on peut à la fois avoir de l'imagination et un taux de chômage particulièrement bien placé au hit-parade.

La C.R.C.I. avec nous

Il est de petites phrases piquées au détour d'un rapport anodin qui ne manquent pas de charme. Ainsi, la Chambre régionale de commerce et d'industrie vient-elle de constater, en débattant du IX^e plan, que sur 241 groupes industriels en Bretagne (qui emploient 61 % des salariés), 51 seulement ont leur siège dans la région. Et le président Travers de préciser : « On assiste trop souvent à l'évasion, par voie d'absorption, du pouvoir local de décision ».

Allez, encore un petit effort et on parlera d'intégration capitaliste et de colonisation...

Marcellin toujours prêt

RAYMOND Marcellin, qui s'activa durant 26 ans à Paris dans les ministères de deux Républiques, n'en finira jamais de se dévouer à la cause publique. Recasé à la présidence du Conseil régional de Bretagne, il réclame toujours à cor et à cri une centrale nucléaire alors qu'une étude officielle vient de montrer qu'il y en a déjà trop en France. Avec un tel esprit de sacrifice, attendons-nous à ce qu'il propose à Huguette Bouchardeau d'enfourer les 41 fûts de dioxine de Seveso dans les tourbières de Brennilis.

Des militants déçus

Le ministre de la Culture a élevé le mois dernier un certain nombre de citoyens de Basse et de Haute-Bretagne au titre respectable de « chevalier des Arts et Lettres ». On est heureux d'y trouver les noms de Gaby Le Bot, ancien adjoint (P.S.) au maire de Brest, et de Michel Denis, président (apolitique de gauche) du Conseil culturel de Bretagne. On n'y remarque par contre personne de l'UDB ou de Skol An Emsav. Voilà qui va faire encore quelques déçus de plus.

Une minute

LES producteurs de FR3 Bretagne ronchonnent. Ils ont fait leurs comptes et ils ont constaté que la minute d'émission était payée 8000 F. à FR3 Paris ; 3200 F. en Bretagne et encore mieux, 1600 F. quand c'était une production en langue bretonne, qui demande pourtant beaucoup plus de travail.

Comment dit-on déjà se foutre de la gueule du monde, en breton ?

On leur parle Goya, ils vous répondent Chantal !

L'AFFLIGEANT entretien du nouveau maire de Brest, Jacques Berthelot, avec le journaliste de « Libération » Jean Guisnel, mesure la dimension culturelle de nos nouveaux édiles de droite. On leur parle Goya, ils vous répondent Chantal ! (1).

Et ça ne les empêche pas de casser ! A Nantes, Chauty supprime les crédits d'une Maison de la Culture et reçoit, en retour, une manifestation de sept mille personnes. A Brest, Berthelot et son éminence grisâtre Bérest, dénoncent la convention avec la Maison de la Culture, renonçant ainsi à une subvention de un demi-milliard de centimes pour les trois années à venir !

Faut-il qu'ils en aient peur de la culture !

Elle n'étaient pourtant pas très subversive, même si, à Brest, comme l'a écrit l'ancien député Bérest, elle fut pendant six ans de « type marxiste-léniniste ! » Son ambition fut souvent d'apporter quelque lumière aux Bretons « qui n'ont pas tous les moyens de se rendre à Paris » pour reprendre une phrase entendue lors d'un meeting de soutien. Indifférenciée, agissant en Bretagne comme dans n'importe quelle autre « province », elle avait, paraît-il, l'ambition de s'intéresser « à toutes sortes de minorités ». Dont la culture du peuple breton, probab', considérée chez elle comme un simple appendice...

Ceci pour dire que les Maisons de la Culture, c'était des spectacles assez fantastiques, mais pas encore la culture populaire rêvée. Encore moins le marxisme-léninisme !

C'en était pourtant trop pour Messieurs Berthelot et Chanty... c'était surtout une indépendance, une ébauche d'imagination, pire, un appel à l'intelligence qu'ils ne pouvaient tolérer.

Alors on reprend en main, on aligne les têtes. On normalise. Selon le principe classique de la droite qui professe qu'il vaut mieux payer pourvu qu'on puisse choisir. Alors on choisit Chantal Goya, on choisit l'OPPL, on choisit Baret, on choisit Kuentz.

On choisit l'élite, on choisit la culture aseptique.

On choisit aussi de retourner la terre sur quelques jeunes pousses sauvages et prometteuses. Il y avait en Bretagne, en dépit d'une droite acharnée depuis toujours à combattre la culture du peuple, à côté d'une gauche qui avait tout dit quand elle avait prononcé le nom de Mnouchkine, une émergence prometteuse. Il ne faut pas que les escadrons gris de la culture l'assassinent !

J. G.

(1) Lire page 24

Trois parties dans ce dossier agriculture. D'abord une enquête sur le terrain, de Bannalec à Lanfains en passant par Languidic et Loudéac, pour tenter d'y voir un peu plus clair dans le jeu des différents acteurs de l'aviculture. Ensuite, un article de Paul Dréau qui fait le point sur les derniers développements d'une actualité agricole, dont il faut à l'évidence analyser avec soin chaque... manifestation. Enfin, le texte de l'intervention d'une agricultrice bretonne Maryse Gautier, lors du meeting briochin du 16 mai.

AVICULTURE

Noël Henry : «Celui qui ne suit pas se fait étaler, celui qui se développe c'est au détriment des autres, et ce sont les trusts qui font la loi»



Le Peuple Breton

Il n'a pas dû faire chaud durant cette première nuit d'occupation, au vu de la température régnant fin mars. Ce n'est qu'une supposition: le poêle, encore rouge ce midi, a visiblement conjuré les rigueurs du froid et pallié le manque d'isolation de la cahute en tôle ondulée.

Progressivement, le noyau de garde s'étoffe. Quelques hommes montent dans la remorque d'un tracteur. Le reste, hommes et femmes, continue à discuter sur la suite à donner aux événements. L'action a démarré hier. En deux endroits, la voie ferrée était incendiée, un rail étant démonté. Arrivés le matin à l'entreprise par la voie de dérivation, 22 wagons de céréales, contenant environ 60 tonnes chacun (valeur totale du lot: 100 millions de centimes) étaient ainsi bloqués. L'entreprise, ce sont les établissements ALFI de Bannalec, fabrique d'aliments du bétail appartenant aux importants, abatteurs-exportateurs de volailles bretons, Tilly et Doux-UNACO (la seconde annexée par le premier).

Retour du tracteur. La remorque est vidée sur le ballast. Rondins et branches sont jetés dans le foyer réalimenté au fuel. En venant frapper de cette manière à la porte d'une usine commune aux deux «gros», les aviculteurs n'ont pas tapé au hasard. L'un d'entre eux a la

virulence particulièrement éloquent: «On est encore au Moyen-Âge. Éleveurs, accoueurs, marchands d'aliments, on est tous pris pour des cons. Ils condamnent toute la filière. Ils détiennent la vérité. On n'a jamais aucune possibilité de négociations. C'est tout juste si nous, syndicalistes, on n'est pas soupçonnés de vouloir la disparition de l'aviculture!»

Une autre précise plus calmement: «Ce qu'on veut entre autres, c'est un contrat-type homologué par les pouvoirs publics, une référence d'arbitrage, et non plus un contrat fait à la tête du client où rien n'est clair. Il doit aussi y avoir rediscussion de toutes les grilles de rémunération, et que les éleveurs aient la possibilité de discuter. Qu'ils puissent aussi décider des vides sanitaires (1), ce qui n'est toujours pas le cas».

La liste des revendications est longue dans un domaine où les abatteurs sont en outre soupçonnés de «dramatiser une situation pour faire pression sur le revenu des éleveurs qui sont de moins en moins tenus au courant des données des marchés».

Troisième éclairage: «On nous dit: il faut réduire le déficit du commerce extérieur. Il faut donc exporter. Si des

entreprises peuvent le faire, on applaudit. UNACO, Doux et Tilly ont eu des prêts. Mais si c'est pour que l'éleveur à la base continue à crever la faim, c'est pas normal. Où est notre part du gâteau?»

Cagoules

L'éleveur... Sa dépendance vis-à-vis de ce qui est en amont et en aval de sa production est certainement la plus accusée, parmi tous les acteurs ayant partie liée à l'aviculture. Il a besoin d'aliments pour sa volaille, de bâtiments pour l'abriter, des accoueurs et des abatteurs. Et les risques — financiers — sont, d'abord, pour lui; si, en plus, il est en «contrat d'intégration», il devient la première victime en cas de crise.

Interrogé chez lui, un aviculteur de Languidic illustre cette distinction. Exemple pris: les rapports existant entre les éleveurs et les abatteurs: «Si les éleveurs sont directement en contrat avec les abatteurs, en l'occurrence «export», ceux-ci décident seuls la durée de la mise en place de l'élevage, comme ils décident quand ils le veulent, le retrait de cet élevage. Les éleveurs intégrés chez Doux, quand pour protester, ils parlent avec des cagoules sur la tête, c'est pas un hasard: ils craignent, avec raison, toute décision de l'abatteur à leur égard et qui concerne le maintien

NATURE DES CONTRATS D'ÉLEVEURS EN 1982 DANS LE MOR-BIHAN

DINDES

31 éleveurs sont en contrat avec des abattoirs au nombre de 4
6: coopérative
4: fabricants d'aliments
1: accoureur

POULET STANDARD

15: abattoirs
4: coopérative
1: fabricant d'aliments

POULET EXPORT

19: abattoirs
5: coopérative

CEUFS

12: coopérative
10: fabricants d'aliments
1: centre de conditionnement privé
3: libres

ou non de leur élevage».

Jean-Yves Simon poursuit en parlant des éleveurs qui eux sont en contrat avec une coopérative agricole: leur dépendance est moindre, puisque le groupement de producteurs décide la durée des vides sanitaires, de façon à répartir la volaille, mise en place entre tous les éleveurs, de manière équilibrée.

C'est dur

Il est cependant des cas où, intégré ou pas, il est difficile de s'abstraire d'un contexte. «Depuis le début de l'année, les vides sanitaires augmentent en durée de façon alarmante», dit Jean-Yves Simon. «Les abatteurs-export ont réduit leurs abattages. Comme on est toujours le même nombre d'éleveurs, il n'y a pas le choix. Le poulailler est occupé moins longtemps dans l'année, ce qui implique une baisse de revenu. C'est évidemment un danger pour les jeunes investisseurs qui arrivent à peine à payer leurs annuités avec ce qu'ils peuvent retirer de l'exploitation de leurs bâtiments. C'est un des gros problèmes de la volaille de chair. Vous savez, faire quatre bandes et demi au lieu de six bandes dans l'année, c'est dur (1). Ne serait-ce que parce que les assurances, les charges sociales sont calculées sur la surface du bâtiment et non de la volaille sortie».

Le jeune éleveur (et agriculteur) qui avec deux autres associés avec qui il est en G.A.E.C. (2) fait du poulet de chair (export et standard) et de l'œuf de consommation (lire encadré) précise une autre contrainte: quand le prix de l'aliment du bétail augmente, le poulet lui n'augmente pas. Avec un résultat technique équivalent, la marge brute diminue... d'autant plus que les bandes étant plus espacées, il y a moins de poulets.

Du poulet de chair, on passe à l'œuf. «Chez nous, c'est une catastrophe» dit cet aviculteur de Languidic. «On a vendu les œufs 20 à 22 centimes quand le prix de revient était de 33 à 34 centimes. Quand on produit 14000 œufs par jour, ça fait une perte sèche de 1400 F/jour. Si un contrat nous assure une avance de trésorerie, dans les années à venir, il faudra rembourser».

Les négociants d'œufs? Selon l'avis de notre interlocuteur, ils ne sont pas trop à plaindre: ils sont une poignée et touchent une commission fixe à l'œuf, qu'il soit à 24 ou 35 centimes. Une variation qui n'a pas les mêmes répercussions pour un éleveur qui prend la secousse de plein fouet.

J.Y. Simon a également ce commentaire: «Le fait que nous ayons autofinancé nos investissements au départ, permet de ne pas nous retrouver parmi les «agriculteurs en difficulté» en général, mais ça ne règle pas le problème du revenu des agriculteurs: ici 1500 F par mois pour chacun, avec 50 heures de boulot au moins par semaine, c'est pas évident».

Quarante dont huit

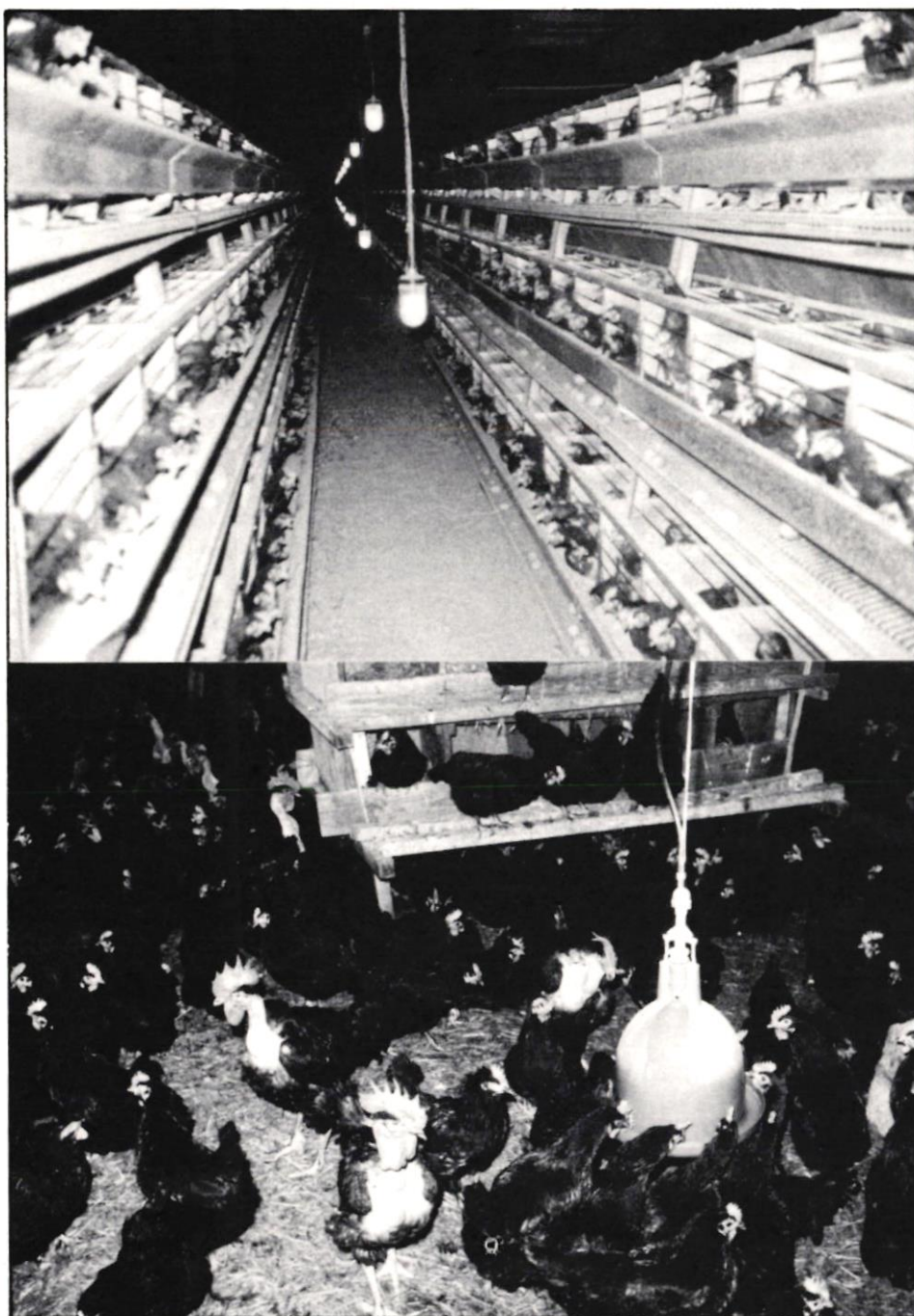
Vaste sujet que la «crise» de l'aviculture, dont les effets se font ressentir à tous les maillons de la chaîne, mais avec

une intensité évidemment diverse selon qu'on est petit ou gros maillon... «Il y a eu un développement anarchique du volume de ponte en Bretagne ces dernières années» dit J.Y. Simon. «Si beaucoup d'élevages se sont créés, il y a eu surtout agrandissement et renforcement de beaucoup d'autres». Les seconds tiennent le coup, les premiers pas tellement.

A Lanfains (près Quintin), Noël Henry travailleur-paysan, nous cite le cas de son frère, 23 ans, qui il y a deux ans a construit un poulailler, et a acquis un cheptel. 130 millions de centimes le tout: «La crise de l'œuf de consommation, il l'a subie de plein fouet, en perdant 2000 F par jour. Il est en contrat avec une coopérative qui finance, et il est payé selon les cours de l'œuf. Il a tout acheté, il lui reste à rembourser, sans compter les trous dus aux cours...».

Noël Henry a visiblement moins de mal à tenir le choc qu'il y a quelques années. Cinq ans précisément, date à laquelle il avait repris l'ancien poulailler de ses parents. Il faisait du poulet de chair et de la poule reproductrice. «Suite à la crise du poulet-export, tous les petits éleveurs ont été éliminés» dit-il. «On a été jusqu'à six mois à vide. Parallèlement, de gros complexes ont été bâtis par les exportateurs qui ont reçu des cautions de l'État et du Conseil général».

Allusion à l'AGRAF qui, à quelques centaines de mètres d'ici, sur La Harmoye, a monté une quarantaine de poulaillers. Dont huit regroupés. La vision impressionne dès qu'on la compare à celle des poulaillers isolés, dont la mine extérieure augure peu favorablement de l'aisance de leurs propriétaires.



En haut : batterie de poules pondeuses d'œufs de consommation. En bas : élevage de pondeuses d'œufs label ; les coqs sont hybrides.

LE PRINTEMPS AGITE DES PAYSANS BRETONS

Le printemps 83 restera dans les annales de la paysannerie bretonne. Des scènes rappellent 1962 ou 1967, par leur violence sinon par leur cause. 1982 avait pourtant été la meilleure année qu'aient connue les agriculteurs bretons depuis 73. Alors, pourquoi ces flambées ?

D'abord, des productions sont en crise grave : l'œuf, le poulet-export, sans oublier le mouton. Et puis les cours du porc ont chuté début 83. Enfin, la fixation de «seuils de production» en lait (+ 0,5 %) par an, au-delà desquels la hausse de la production est annulée par une baisse de prix, et surtout l'aggravation des Montants Compensatoires Monétaires (3,5 % en avril 81, 21 % fin mars 82 entre France et R.F.A.), ont créé des menaces graves pour l'avenir de l'agriculture bretonne.

Une Virginité à la Chirac

Mais il faut être clair : les crises, de l'œuf et du poulet-export, sont des crises classiques de surproduction. Les crises avicoles n'ont que peu à voir avec les M.C.M. Car sur une perte de 8 cts/œuf depuis un an, les M.C.M. représentent au maximum 4 cts sur lesquels 2 cts se justifient par des prix de céréales supérieurs. Ceci entre France et Hollande.

C'est pourtant le contraire que veulent nous faire croire de nombreux responsables de firmes privées (Sanders par exemple), ou de coopératives - oubliant qu'ils ont mis en production en 81 trois ou quatre millions de pondeuses excédentaires.

Les M.C.M. ont donc parfois bon dos. Mais cela n'enlève rien à leur caractère pernicieux. La sous-rémunération de l'élevage breton du fait des M.C.M. va en effet jusqu'à annuler tout revenu pour le producteur. Cependant, la mobilisation anti-M.C.M. de 83 peut étonner. Car - qui s'en souvient ? -, la première moitié du septennat de Giscard a été marquée par un flottement du franc qui a perdu près de 40 % de sa valeur par rapport au mark, et qui a engendré des M.C.M. atteignant jusqu'à 29 % ! Et les réactions à l'époque furent discrètes.

Cette année, la mobilisation anti-M.C.M. a en tout cas été bien organisée. Un montage-diapo financé par le Crédit Agricole et les coopératives de Bretagne a été projeté près d'un millier de fois. Et si, de janvier à mars, les manifestations sont restées très «classiques», courant avril, les choses ont pris un tour nouveau (Châteaulin, Quimper -

camion de viandes tchèques -, St Brieuc).

Sans entrer dans les détails, cette nouvelle phase de manifs paysannes, très dures, a révélé un net regain d'agressivité de la droite paysanne. Pourquoi ? Il est clair d'abord que la droite a cherché à exploiter des difficultés réelles, pour faire oublier son bilan, pour se refaire une virginité à la Chirac. Mais faut-il s'en étonner ? Pour la droite paysanne ensuite, c'est aussi le moyen de faire oublier son silence complice de 74 à 81. C'est le moyen de cacher derrière les M.C.M. l'impasse d'un système qui n'a que l'élimination des plus faibles comme moyen de résoudre les crises. De plus, aujourd'hui, ce sont des «modernisés» et non plus des «traditionnels» qu'il faut éliminer... tandis que la consommation d'œuf ou de viande ne progresse plus guère, contrairement à la période passée.

Bourgeoisie agro-alimentaire

Enfin, la droite trouve plus généralement l'occasion actuellement de reconquérir idéologiquement le terrain qu'elle avait perdu depuis quelques années. Elle a aujourd'hui beau jeu de se poser en défenseur de l'agriculture et du développement agro-alimentaire en Bretagne (Alexis Gourvennec en tête, aujourd'hui gros exploitant du Sud-Ouest !). Et elle ne s'en prive pas pour mettre en difficulté les organisations syndicales progressistes tant paysannes qu'ouvrières.

Concrètement, cette nouvelle phase de la mobilisation anti-M.C.M., s'est traduite par des manifestations non plus de paysans bretons, mais d'un véritable lobby agro-alimentaire breton. Le meeting anti-M.C.M. de St Brieuc (18.4), les manifs de Quimper et Châteaulin (22.4), la montée du camion de viande tchèque à Paris (26.4), la manif de St Brieuc (6.5), l'ont clairement illustré.

Quelle est la part d'une juste revendication de travailleurs bretons de l'agriculture et de l'agro-alimentaire, et la part d'auto-défense d'une bourgeoisie agro-alimentaire bretonne marginalisée ? Difficile de le préciser.

Le 10 juin, en tout cas, il est prévu une nouvelle «montée» à Paris, orchestrée par ce lobby agro-alimentaire breton. Paysans et camions-symbole des laiteries, usines d'aliments, abattoirs confusément mêlés. Affaire à suivre donc, et dont les conclusions devront être tirées.

Paul Dréau

Une concentration de poulaillers m'explique Noël Henry, «où sont employés beaucoup de stagiaires mal payés et sous contrat à terme, qui remplacent avantageusement pour les propriétaires, des petits éleveurs dont la situation qui leur aurait été faite n'aurait de toute façon pas été reluisante».

Gigantisme

Alors, Noël Henry a compris. Ou plutôt, il a tenté une reconversion... dans la même branche. Ses 3700 poules, avec la participation de 10 % de coqs, pondent des œufs pour faire du poulet noir. Du «poulet label», à savoir élevé en liberté : au bout de 14 semaines (au lieu de 6, 7 ou 8) il sera évidemment plus cher que son cousin standard.

L'aviculteur est en contrat avec un petit couvoir de Bordeaux. Il est payé à l'œuf : «On travaille pour le marché extérieur. Je m'aperçois que le label peut être une issue pour beaucoup de petits éleveurs comme nous. Ce ne serait pas forcément un retour en arrière. Ce poulet est de meilleure qualité que l'autre qui finit par écœurer beaucoup de consommateurs. Si on peut rester en planning label, on fait plutôt partie de ceux qui voudront peu investir. Mais beaucoup d'entre nous vont se retrouver au chômage à cause de ceux qui se sont agrandis, modernisés».

Autre allusion à des élevages qui sont carrément à dimension (si l'on peut dire...) inhumaine : qui atteignent 300 000 pondeuses soit vingt fois un élevage normal ! Sans parler du couvoir géant (un million de poussins par semaine, 8 % de la production française) à Langourla. Un projet qui a été transféré, dans les mêmes données, à Mauron et qui est semble-t-il abandonné pour la raison qu'il ne s'est trouvé aucune banque pour financer un machin pareil. Et non pour la raison, dont on aurait pu s'attendre à ce qu'elle prévaille, que le gigantisme est éliminateur de petits éleveurs.

«Celui qui ne suit pas se fait rapidement étaler, celui qui se développe le fait au détriment des autres, et ce sont les trusts qui font la loi» commente Noël Henry. «C'est un système complètement aberrant et qui durera tant qu'on n'aura pas limité ces développements anarchiques, tant que les pouvoirs publics continueront à accorder des permis de construire en pleine crise alors que tout est bloqué. Il faut inverser la vapeur : que soient privilégiés des petits élevages qui apporteront plus d'emplois, et qui permettront de mieux appréhender les marchés».

Note salée

Autre secteur menacé, l'industrie de transformation de la volaille. Pour la FGA-CFDT, elle a été créatrice d'emplois ces dernières années : «Mais lorsque l'on constate la fragilité de ce secteur, développé sans aucune planification, au gré de marchés parfois très peu sûrs, on peut craindre une chute très lourde. Déjà, dans les Côtes-du-Nord, ce sont plus de mille emplois en 18 mois qui ont disparu, ou qui sont fortement menacés». Prévision faite en

octobre 1982 qui s'est vérifiée ne serait-ce que dans ce département.

« De 77 à 81, ça a été les années fortes: il suffit de comparer les chiffres de participation aux bénéfices que le personnel avait et ce qu'il a maintenant ». Pour ce délégué syndical CFDT de la Société de Construction Louis Danno à Loudéac, la quarantaine de licenciements en cours dans son entreprise (même s'il juge la note plutôt salée pour les salariés) et l'a fait savoir auprès de la direction est le résultat de la mauvaise santé de l'aviiculture: « Les représentants ne vendent plus rien. Et comme 60% de la production consistent dans la fabrication de poulaillers (poulet de chair et pondeuse)... on voit bien à quel point on est dépendant d'un contexte plus large que celui même de l'entreprise ».

Toujours à Loudéac: 15 licenciements chez Calouët, atelier de découpe et de conditionnement de dindes. Là, c'est un peu plus surprenant: depuis le début de l'industrialisation de son élevage et de son abattage, on constate une progression de 7% par an de cette volaille. Même topo un peu plus à l'est à Plémet, chez Britavi (180 emplois concernés), un atelier faisant dans la découpe et le conditionnement, et dont le bilan a été déposé début janvier. Sur-



Dessin de NONO

prise: Britavi qui serait reprise par les grands groupes Doux et Guyomarc'h payait les dindes en vif plus cher que ses concurrents et les revendait moins cher que lesdits concurrents. Après examen, la direction n'est pas totalement responsable de ces étranges pratiques commerciales: des (gros) accoueurs se payaient largement sur son dos. Quelle jungle!

C'est de la flotte!

Interrogé sur les raisons de la crise que traverse l'aviiculture, et particulièrement sur les difficultés auxquelles se heurtent deux de ses filières, Yvon Le Jeune, secrétaire régional de la Fédération Générale de l'Agro-alimentaire CFDT-Bretagne, rappelle un certain nombre d'éléments peu souvent évoqués: « Pour le poulet-export, il est un peu trop facile de mettre des ruptures de marché sur le dos de la concurrence internationale. Quand vous apprenez qu'un bateau parti de Brest ou de Lorient est refusé à son arrivée par l'Arabie Saoudite, vous vous posez des ques-

QUEL OEUF !

Quand on parle « production avicole », le pluriel est de rigueur. Qu'on en juge. Il y a d'abord deux catégories d'œufs: les œufs de consommation, pondus par des poules en cage (en batteries). Ensuite, les œufs à couvrir, pondus par des poules en liberté. Ces œufs donneront des poussins.

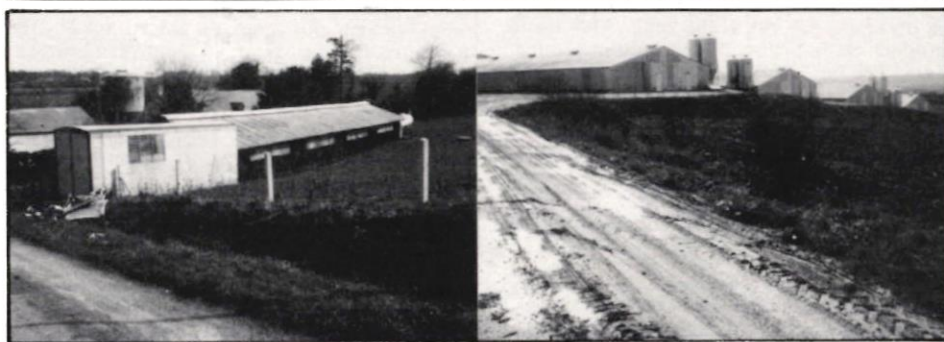
Là encore, deux distinctions. Ces poussins deviendront des poulettes qui, à partir d'une vingtaine de semaines commenceront à pondre des œufs de consommation (ou à couvrir). Ou bien ils deviendront, au bout de 6 à 8 semaines des poulets de chair.

Nouvelle distinction, mais triple celle-ci. Ces poulets pourront être poulets-export (clientèle étrangère, particulièrement les pays arabes) ou bien poulet

standard (marché intérieur de la CEE), ou bien encore poulets label (faible part de la production, volaille de meilleure qualité que les deux premières).

Lorsqu'on parle « filières de production avicole » il faut en distinguer en Bretagne quatre importantes. Le poulet export (celui exporté de Bretagne représente 90% de la production française). La dinde (60% de la production française). Viennent ensuite les œufs conditionnés ou œufs de consommation (37,4% de la production hexagonale). Enfin la filière des poulets standard (18% de la production).

Oies, pigeons, canards, pintades sont d'autres volailles qui représentent une part peu importante, en comparaison, de la production avicole. Pour plus de détail sur chacune des filières les plus importantes, lire l'analyse économique faite par Paul Dréau dans le Peuple Breton daté de décembre 1982).



Du petit élevage...

... au gros complexe (ici l'A.G.R.A.F.)

tions. Et des doutes continuent à vous venir quand un collègue, revenant du pays en question, vous raconte qu'ayant voulu faire cuire un poulet-Tilly à la broche et non dans un plat, il a eu la désagréable surprise de voir la volaille se liquéfier immédiatement! Et il n'y a pas que l'Arabie Saoudite. L'Egypte, Cuba, ont refusé nos bateaux. Deux conséquences: ceux-ci reviennent pleins, sont reconditionnés et repartent pour essayer de recaser la cargaison ailleurs (parfois, celle-ci est décongelée afin de pouvoir changer les étiquettes portant la date de conditionnement, puis est reconditionnée). Seconde conséquence: ces refus accumulés aboutissent à des stockages importants de volailles. D'où l'augmentation des arrêts de mises en place dans les poulaillers ».

« S'agissant du poulet-export, il y a donc une sacrée interrogation sur la qualité de ce produit au conditionnement. La part de responsabilité qu'elle a dans la perte de marchés internationaux doit être mesurée - sachant en outre que le poulet-export du Brésil est aussi peu ragoûtant que celui qui part de nos côtes! »

Seconde filière: l'œuf de consommation. Pour Yvon Le Jeune: « En 70, 75 et

81, il y a eu des crises. On peut facilement en prévoir une autre pour 86. C'est cyclique: on abat les poules et on recommence. Au niveau de l'installation et de la production, il y a un manque total de planification: c'est le produit type du système libéral. Sans plan, il n'y a aucune raison pour que les phénomènes ne se répètent pas ».

Dernier éclairage fourni par le secrétaire régional: « 40 à 45% des éleveurs de porcs sont en groupements de producteurs (qui contrôlent donc environ un porc sur deux). Ils sont plus forts pour se défendre, pour faire pression afin que les cours arrivent à des niveaux intéressants. Chez les aviculteurs, c'est très différent: seulement 5% d'entre eux sont en groupements de producteurs. Et les 95% restants sont en majorité dépendants directement du bon vouloir des gros abatteurs... et beaucoup en ont la trouille, avec raison ».

P. Gallais.

(1) Vide sanitaire: temps écoulé entre l'enlèvement de la volaille du poulailler jusqu'à sa mise en place. Bande: temps de présence de la volaille dans le poulailler.

(2) Groupement Agricole d'Exploitation en Commun.

56 : RÉPARTITION DE LA PRODUCTION (ABATTAGE) EN 1981

	Dinde	Poulet standard	Poulet export	Condit. d'œufs
Abatteur privé	96%	73%	100%	44%
Coopérative	4%	27%	(**)	56%

(*) Les chiffres sont ceux des éleveurs ayant répondu à l'enquête.

(**) 0 %, donc. En 1982: 89 %: privé; 11 %: coopérative. (Source: Chambre d'Agriculture du Morbihan).

«Nous ne laisserons pas mourir notre pays...»

L'agitation du monde paysan, ce printemps en Bretagne, a montré les divers visages du syndicalisme breton. De la casse, sauvage mais soigneusement récupérée sinon organisée par le RPR, aux contrôles de camions.

De la caravane anti-MCM où ce n'étaient pas toujours les plus en difficulté qui menaient le train, au meeting des femmes à Saint-Brieuc le 16 mai.

Nous donnons ici de larges extraits de l'intervention de Maryse Gautier lors de ce meeting de Saint-Brieuc.

«Le problème de la production porcine est un problème un peu particulier puisque c'est une production déficitaire sur le plan hexagonal, et que paradoxalement, on n'installe que pas ou peu de jeunes dans ce domaine. C'est un problème aussi spécifiquement breton puisque la Bretagne produit à elle seule 50% de la production française... Nous sommes donc, nous Bretons, plus atteints que n'importe quelle autre région par la crise agricole actuelle.

Comment en est-on arrivé là? La Bretagne a depuis toujours une vocation agricole. De plus, a-t-on voulu nous faire croire, elle n'a été que très peu industrialisée du fait de son éloignement par rapport à Paris... Elle a été en quelque sorte délaissée et a toujours été considérée comme la «parente pauvre» de la France alors que grâce au dynamisme de ses hommes, c'est elle qui permet en grande partie d'équilibrer la balance commerciale... française.

Il est pratiquement impossible aujourd'hui pour un jeune de s'installer dans la production porcine. La part d'auto-financement qui lui est demandée est considérable. Pour un atelier qui vaut environ 100 millions de centimes (ce qui est le cas d'un atelier Naisseur Engaisseur de 50 truies) il lui faudra trouver environ 30 millions de centimes. La banque va lui accorder en effet à peu près 70 millions mais elle lui demandera des garanties de plus en plus inacceptables. Il lui faudra trouver la caution d'un organisme coopératif en plus de celle de ses parents, et, de plus, on hypothéquera tous ses biens, si tant est qu'il en ait et les biens de ses parents qui dans beaucoup de cas aujourd'hui doivent sacrifier ce qu'ils avaient eu tant de mal à mettre de côté en vue de leur retraite, pour ne pas voir sombrer leur enfant... On décourage les volontés de travail, on veut éliminer l'agriculture bretonne. En effet, il faut savoir que ce mode de financement est essentiellement réservé à la Bretagne. Dans les régions telles que le Sud-Ouest ou le Massif Central, les jeunes qui veulent se lancer dans la production porcine bénéficient d'un financement à 100% et d'une subvention de 16 millions anciens...

Depuis 1970, le prix des bâtiments, agricoles ont été multipliés par 2,50, celui des aliments par 1,85 tandis que le prix du porc n'a augmenté que de 1,41. Et pourtant, s'il fallait importer toute la viande de porc produite en Bretagne, soit 500 000 tonnes actuellement, le déficit du commerce extérieur de la France augmenterait de 4 milliards 500 millions de francs.

Engrenage

Cependant, ce sont bien les pouvoirs publics qui nous ont poussé à produire toujours plus, en instaurant un système d'engrenage d'où on ne peut s'échapper qu'en déposant le bilan ou en produisant encore davantage. C'est la perpétuelle fuite en avant... on investit pour produire plus et on produit plus pour payer ses investissements.

Alors, on travaille toujours plus, on sacrifie son sommeil, on délaisse sa famille, on n'a plus le temps d'écouter ni de regarder ce qui se passe autour de soi. Il y a l'échéance avec un E majuscule, celle qu'il faut à tout prix honorer, sous peine d'être poursuivi par les banquiers qui oublient alors que c'est grâce à nous qu'ils vivent... Ils nous crient: «Vous vivez au-dessus de vos moyens...» «Vous dépensez trop...» «Votre prix est trop élevé...» «Remboursez... Remboursez... Remboursez... sinon» Et nous, nous ne voyons pas le bout du tunnel, c'est l'impasse, le découragement total, le désespoir voire même le suicide.

Mais non!!! Il faut se battre, il faut réagir, il ne faut pas avoir honte, il ne faut pas se cacher. Il faut au contraire crier à la face du monde que malgré tout le travail accompli, malgré toute notre bonne volonté, malgré tout le courage dont on a fait preuve, on exploite en haut lieu notre force de productivité et on se moque de notre désespoir.

Nous ne demandons pas aux pouvoirs publics de faire l'impossible à une époque où l'austérité fait loi. Nous voulons simplement être payés pour le travail que nous accomplissons, nous ne rêvons pas de luxe mais nous voulons pouvoir vivre décemment. Nous ne voulons pas que nos enfants s'expatrient pour aller grossir le flot des chômeurs parisiens. Il y a en Bretagne énormément de travail à faire! Qu'on nous donne seulement le droit de l'accomplir.

Pourtant, il y a encore dans notre région beaucoup de jeunes qui veulent s'installer dans la production porcine. S'ils avaient été Allemands ou Hollandais, ils auraient pu regarder l'avenir avec confiance. Mais ils sont Bretons: alors ils vont travailler dur, très dur, et dans 5 ans à cause du mécanisme des MCM, chacun d'entre eux aura payé à son collègue allemand un bel atelier tout neuf qui va venir le concurrencer. En effet, nos gouvernements successifs depuis 1969 nous ont vendus à leurs homologues des pays à monnaie forte. Ceux qui ont institué ces MCM ont trahi l'esprit du traité de Rome, et ont signé à plus ou moins longue échéance la mort de l'élevage en France et par là même, celle de la Bretagne tout entière puisque toute l'économie de la Bretagne est basée sur l'agriculture. Il faut que nous nous unissions pour que les MCM soient définitivement abolies et que notre agriculture mourante puisse enfin renaître.

Parfaitement insignifiant

Si nous, Bretons, ne faisons rien par nous-mêmes, rien ne sera fait pour nous. Le 5 février 1983 sur FR3 Bretagne, j'ai entendu un élu politique de l'actuelle majorité déclarer: «Il faut absolument implanter des mines d'uranium en Bretagne!» «Et les agriculteurs expropriés?» lui demanda le journaliste. Le premier répondit alors: «Les agriculteurs, s'ils sont bien encadrés, sont à même de faire d'excellents mineurs». Alors, ne nous y trompons pas... La volonté profonde des pouvoirs publics n'est pas de démanteler les MCM, elle

est de transformer la Bretagne en champs de mine d'uranium et en région touristique où les «riches» parisiens viendront faire l'aumône d'une pièce de monnaie aux autochtones et aux indigènes comme on jette des cacahuètes aux singes dans les zoo.

Il est en effet du pouvoir du gouvernement français de démanteler immédiatement les MCM négatifs. Et qu'on ne vienne pas me dire que cela va faire monter le prix à la consommation: la suppression des MCM négatifs n'aurait une incidence sur la hausse des prix que de 0,2%, ce qui est parfaitement insignifiant. Faut-il sacrifier toute une profession, toute une région à la dérisoire de ce taux d'inflation supplémentaire?

Actuellement, je constate encore que les médias font l'impasse sur les problèmes brûlants du monde agricole. On ne nous parle plus dans les journaux télévisés que du sacro-saint festival du cinéma de Cannes «puant de fric» alors que le monde agricole breton s'enlise dans une vase tout aussi nauséabonde, mais beaucoup moins lucrative... On peut nous oublier et minimiser nos problèmes aux yeux de l'opinion publique.

Messieurs des pouvoirs publics, vous qui avez décidé de tirer un trait sur la Bretagne agricole. Nous sommes ici:

— des femmes, et nous voulons pouvoir y penser de temps en temps.

Nous sommes:

— des mères, et nos enfants ont le droit de nous trouver quelquefois disponibles.

Nous sommes:

— des agricultrices et nous voulons que l'on nous reconnaisse comme telles.

Nous sommes enfin et surtout des bretonnes et nous ne laisserons pas mourir notre pays sans combattre ceux qui l'assassinent... □

ABONNEZ-VOUS

LE PEUPLE BRETON

B.P. 304
29273 BREST CEDEX

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

- Souscrit un abonnement ☐
 - un réabonnement ☐
 - ordinaire : 80 F (1)
 - de soutien à partir de : 100 F (1)
 - étranger : 95 F (1)
 - étranger par avion 115 F (1)
- à partir du N° inclus

- Ci-joint le règlement par
 - chèque postal (1)
 - chèque bancaire (1)
 - mandat-lettre (1)

C.C.P. RENNES 2365-76

Après sa convention de Lorient, un appel de l'Union Démocratique Bretonne

Deux ans déjà. Des réformes ont été entreprises. Des progrès ont été réalisés. Mais beaucoup d'espoirs ont été déçus.

L'UDB a mis ses forces au service du changement. Elle s'est engagée à fond pour défendre les intérêts des travailleurs et pour empêcher le retour de la droite au pouvoir.

Dans certains secteurs, des avancées sociales sont acquises : relèvement des bas salaires et des prestations sociales, retraite à 60 ans, cinquième semaine de congés payés, lois Auroux, statut des conjoints non salariés...

Mais l'emprise de la logique capitaliste reste forte :

- pas de réelle priorité à l'emploi, de crainte d'affronter un patronat qui fait la grève des investissements,

- pas de mise à profit des nationalisations pour reconstruire l'économie bretonne; la Bretagne n'est même plus prioritaire dans le 9^e Plan!

- Pas de moyens sérieux pour le peuple breton d'engager une politique propre de développement économique, ni de promouvoir ses ressources culturelles et humaines,

- pas de remise en cause d'une coûteuse politique d'armement, ni de la militarisation de la Bretagne,

- refus de mettre fin à la séparation de la Loire-Atlantique et du reste de la Bretagne, héritée du régime de Pétain sous l'occupation nazie et reprise par la droite gaulliste.

Au seuil d'une nouvelle étape du septennat de Mitterrand, les militants de l'UDB s'adressent à vous.

Ne laissons pas le champ libre à la Droite disqualifiée.

En évitant toute surenchère et tout alignement, libérons ensemble toutes les capacités créatrices du peuple breton :

- exploitons nous-mêmes nos multiples atouts (mer, agriculture...) pour développer l'emploi, réduire notre dépendance économique, préserver l'environnement;

- renforçons les droits des travailleurs, le droit à l'emploi, les libertés, pour combattre toutes les formes d'exploitation;

- donnons-nous les moyens de vivre notre culture, populaire et ouverte, et de garantir, contre le nivellement général, notre droit à la différence (ou notre identité),

- construisons l'autonomie condition nécessaire en Bretagne pour avancer vers le socialisme.

L'élection d'une assemblée bretonne au suffrage universel sera l'occasion pour les travailleurs de ce pays de dire quel avenir ils souhaitent, tout en affirmant bien haut le droit de la Bretagne à la réparation historique des dégâts de toute nature causés par des décennies de capitalisme et de centralisme.

Le choc de la crise économique amène notre peuple à choisir avec l'UDB, à travers l'autonomie socialiste, une nouvelle logique de développement et un autre mode de relations humaines.

Le peuple breton a le droit de refuser une colonisation de fait, de saisir sa chance, de retrouver l'espoir.

Pour qu'un parti puissant soit capable d'imposer en Bretagne plus de justice, de liberté et de bien-être.

Adhérez à l'union démocratique bretonne!

LA SALLE A MANGER DU TRESORIER EST SAISIE !

Une affaire saisissante, où tout est saisissant : la mesquinerie, la volonté de nuire, la persistance dans l'imbécillité, et enfin l'Huissier...

En mars 1979, l'UDB avait organisé un spectacle à Nantes, pour donner un coup de pouce financier à sa campagne électorale (se référer au financement fantomatique des partis politiques dans l'hexagone), et, ce, en plein dans une campagne municipale de Nantes « opération ville propre » (défense d'afficher sur les murs !) ... Il vaut mieux s'orienter vers la publicité payante, c'est cher, mais ça rapporte plus, surtout aux publicistes !

Deux mois après le spectacle, l'Atelier Municipal de Nantes expédie une facture pour « travaux d'enlèvement d'affichage irrégulier ou de graffiti » ... Facture expédiée à l'UDB organisatrice du spectacle, me direz vous ? Eh bien non, pas à l'UDB, mais directement au camarade chargé par l'UDB d'organiser les spectacles. La facture ne faisait aucunement mention de l'UDB, et était adressée au nom et l'adresse personnelle de ce camarade.

Il faut bien préciser que lorsqu'un membre d'une association organise quoi que ce soit au nom de cette association, il ne le fait pas à titre personnel (Lapalis).

Réponse est alors faite pour refuser cette facture mal adressée.

L'adjoint délégué, de l'époque, L. Divard, répondit en persistant ironiquement, parlant de « l'organisation », prenant soin de ne pas citer l'UDB.

Les policiers avaient-ils perdu de leur perspicacité pour ne pas voir ce que tout le monde savait : toute l'organisation était faite au nom de l'UDB, les commandes d'affiches, les factures de l'imprimeur, etc... Enfin, on peut être adjoint MRG et de mauvaise foi ! On peut aussi et surtout avoir le souci de nuire de façon mesquine, à l'UDB, et à ses membres en les emmerdant personnellement !

L. Divard décidait donc, malgré la réclamation, de maintenir la facturation, et depuis quatre ans la Trésorie Municipale de Nantes fait son travail, avertissements, relances, dernier avis avant poursuite etc... au total, plus d'une vingtaine de lettres et documents divers, dont lettres adressées au Maire de Nantes de l'époque, et restées sans réponse.

La salle à manger du militant sera-t-elle vendue... pour payer 800 F.... ?

PS. Notons que lorsqu'une association ne paie pas ses dettes, le créancier peut se retourner contre le président de l'association, mais, dans le cas présent, rien n'a jamais été facturé à l'UDB.

Pierre Fourel

L'ETAT DE GRACES, C'EST FINI

Il s'agit de la commune de Graces, près de Guingamp (on l'avait compris...) où l'on revotait le 1^{er} mai, à la suite du décès du maire, le commandant Bardoux.

Candidats: Madame Bardoux, l'épouse de l'ancien maire, pour la droite, ce qui ne rendait pas la tâche facile aux autres candidats. A gauche, Jean-Yves Le Bras, qui appartenait au Bureau Politique de l'UDB et qui avait déjà conduit aux municipales une liste d'union de la gauche (sauf... le PS).

Puis aussi, se déclarant avec un temps de retard, un candidat PS, André, que le député Briand avait réussi à dénicher et qu'il aura soutenu fermement jusqu'au jour du vote en étant présent à ses côtés. Il s'agissait manifestement pour Briand de barrer la route à la progression de l'UDB dans la région guingampaise, sans doute en remerciement du soutien que toutes les forces de la gauche lui avaient apporté au deuxième tour des élections de mars 1983...

Le PC, lui, ne présentait pas de candidat et soutenait celui de l'UDB.

Résultat: la candidate de droite est élue avec 53% des voix. Jean-Yves Le Bras réalisait le joli score de 35% et son adversaire PS devait se contenter d'un modeste 12%...

Un calcul qui ne semble pas avoir été très heureux, n'est-ce pas M. Briand? □



CARAVANES RIGIDES-PLIANTES **CASITA**
CARAVANES RIGIDES **GEORGES et JACQUES**
DRAGONER - PILOTE - TESSERAULT
CAMPING-CARS **PILOTE**
BATEAUX **GIS'SEA - EIDER**
MOTEURS **JOHNSON**
REMORQUES **FRANC - AREA**
VENTE - REPRISE - ACCESSOIRES
REPARATIONS - HIVERNAGE

PEINTURE
MOQUETTES
PAPIERS PEINTS
TISSUS MURAUX
AMENAGEMENT
D'INTERIEURS

iroise-décor

B. LEPROHON / 31, RUE INKERMANN / 29200 BREST
TEL. 02.00.33

Ceci VOUS concerne !

BULLETIN D'ADHESION

Nom : Prénom :

Adresse :

déclare vouloir adhérer à l'U.D.B.

Signature :

A le 19

Adressez ce bulletin (decoupe ou recopie) à : U.D.B. - B.P. 304, 29273 BREST CEDEX

« Pontchâteau: Terre sainte en Bretagne », annoncent les panneaux publicitaires. Because: le Calvaire, illustrant les différentes étapes de la « Passion » avec statues de pierres grandeur nature. Pontchâteau c'est aussi quelques lieux-dits aux consonances bizarres, souvenir du temps lointain où on parlait breton dans la contrée. Pontchâteau, c'est surtout l'Entreprise Sambron fondée par une famille bourgeoise locale au début du siècle et qui a plusieurs fois changé de fabrications. Après la dernière guerre, elle produisait des presses à cidre. A partir de 1950, elle se lance dans la fabrication de matériel de travaux publics, en particulier les « Dumper », sorte de grandes brouettes à moteur, qui vont être à l'origine de l'essor de l'Entreprise. En 1964, une nouvelle usine est inaugurée dans la zone industrielle. La capacité de production est doublée. Sambron écoule sa production sur le marché intérieur. Ses principaux clients sont les municipalités et les entreprises de travaux publics. Sambron diversifie sa production avec en particulier les chariots élévateurs commercialisés à partir des années 66-67. En 1970, l'entreprise se lance dans l'exportation. Elle crée des filiales en Allemagne, en Italie, en Grande-Bretagne et exporte sa production vers le Moyen Orient. Cela lui vaudra d'obtenir l'Oscar de l'exportation en 1972. L'affaire sera florissante jusqu'en 1974.

Paternalisme

Jusqu'en 1971 règne chez Sambron une atmosphère assez particulière. Le « Père » Sambron passe pour un patron « social ». Les salaires sont relativement élevés par rapport à la moyenne locale. On pratique l'intéressement du personnel aux bénéfices. « Rentrer chez Sambron » c'est un peu la panacée pour la population rurale d'alentour. Cela vaut au « Père » Sambron d'être élu maire de Pontchâteau puis sénateur. A partir de 1971, le fils Sambron reprend l'affaire en main, au plein sens du terme, et remet en cause un certain nombre d'acquis sociaux ce qui sera à l'origine d'un conflit dont « Le Peuple Breton » a parlé en son temps (1). Puis Sambron fils se désintéresse de son entreprise. Une grande partie des actions sont rachetées par des cadres. Ceux-ci tentent d'acheter en 1979 l'entreprise de travaux publics Richier de St-Etienne, opération qui se traduit par une perte de 1 milliard de centimes.

1982: la direction supprime 64 emplois. Le 16 janvier 1983 elle annonce 118 licenciements soit 27% des effectifs.

Le 22 mars une liste nominative de 106 licenciés est portée à la connaissance du comité d'entreprise. Courant avril: une seconde liste nominative de neuf licenciés (par hasard tous des membres du comité d'entreprise ou délégués syndicaux) est publiée. La CFDT et la CGT réagissent d'abord en sensibilisant toute la région au problème. Des actions spectaculaires ont lieu: blocages de ponts (St-Nazaire - La Roche-Bernard) et de trains à Pontchâteau, etc. Le 24 mars, au cours d'une opération « ville morte », 2000 personnes viennent de la Brière, de la presqu'île guérandaise et des environs immédiats de Pontchâteau manifester leur soutien aux travailleurs de chez Sambron et leur refus de voir

EVITER L'ENLISEMENT !



l'avenir industriel du pays compromis. Une journée « porte ouverte » est organisée le 10 avril par la CGT et la CFDT qui accueillent 4000 visiteurs.

Dans le même temps, les syndicats multiplient les démarches et initiatives et opposent aux mesures imposées par la direction un plan social prévoyant la réduction du temps de travail et des départs en pré-retraite. Le dossier Sambron est transmis au CORI, organisme régional spécialisé dans le soutien aux PME, qui se contente d'approuver le plan de la direction. Qu'attendre d'un conseil régional totalement dominé par la droite ? Mesnier, maire RPR de Pontchâteau, fait déjà son deuil des 118 emplois menacés et se contente d'envisager des mesures d'aides aux familles. Le CIRI, comité inter-ministériel est saisi de l'affaire et commande au cabinet ORGEX une étude économique. Les syndicats obtiendront de l'inspection du travail un report du début de la procédure de licenciement au 16 mai et une entrevue avec le cabinet ORGEX afin d'y exposer leur point de vue.

Les sections CFDT et CGT estiment qu'existent deux séries de causes aux difficultés actuelles. Des causes externes à l'entreprise : — crise dans le bâtiment et les travaux publics ; — fermeture des marchés étrangers.

Des raisons internes à l'entreprise : — versements de dividendes aux actionnaires, préférés à l'investissement en machines-outils et à la modernisation de l'entreprise. La désorganisation des services commerciaux, le cloisonnement des services avec en particulier l'absence totale de communication entre le bureau d'étude et le service commercial. Un sur-encadrement de l'entreprise (50 cadres pour 440 salariés).

Les 10 cadres les plus hauts placés se partagent 385 millions de revenus par an. Les rivalités et querelles entre cadres ne sont pas faites non plus pour

favoriser une gestion efficace. Certains cadres et techniciens compétents ont été mutés ou remplacés sans que l'on puisse s'en expliquer les motifs.

Pour les syndicats, les solutions aux problèmes de l'entreprise Sambron passent par une réorganisation du service commercial avec étude et recherche de projet de matériels nouveaux adaptés aux besoins intérieurs. Des possibilités existaient en particulier dans le secteur du matériel agricole. Pendant trop longtemps, l'entreprise Sambron n'a produit qu'en vue de l'exportation, ne faisant plus de prospection auprès de ses clients locaux traditionnels.

Les syndicats notent que depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir, ils sont considérés comme interlocuteurs crédibles par les pouvoirs publics y compris dans leurs propositions en matière économique. La Direction quand à elle continue à se considérer comme seule compétente. Selon la CFDT, il existe chez les travailleurs une réelle aspiration à dire leur mot sur la gestion de l'entreprise et à voir les syndicats remplir un rôle non seulement revendicatif mais de propositions. Une enquête a fait apparaître que 80 salariés étaient disposés à suivre une formation. La CFDT dénonce le fait que les 1% de formation permanente soient dépensés uniquement au profit des cadres.

La CGT estime que l'avenir de Sambron repose avant tout sur la mise en œuvre d'une nouvelle politique industrielle par le gouvernement. Elle observe que les élus locaux (conseils général et régional) font tout pour entraver la mise en œuvre d'une telle politique ce qui ne les empêchent pas dans le même temps de rejeter la responsabilité des difficultés de l'entreprise Sambron sur le gouvernement.

Tutelle de notables

La section UDB de Pontchâteau-Blain, dans un tract distribué à la sortie

de l'usine Sambron, constate que le pouvoir de gauche qu'elle a contribué à faire élire ne considère plus la Bretagne comme région prioritaire en matière d'industrialisation alors que son taux de chômage (11,6% dont 13,6% pour la Loire-Atlantique) est supérieur à celui de la Lorraine (9%) déclarée région sinistrée. Elle souligne qu'il accorde la priorité plus à la reconversion des régions industrielles qu'au développement des régions défavorisées et qu'il ne rompt pas avec la logique de concentration industrielle qui inspirait déjà ses prédécesseurs.

Elle estime que seul un pouvoir politique breton *autonome et socialiste* aura la volonté de promouvoir un développement régional s'appuyant sur les atouts de notre pays et en particulier sur les PME qui, telle l'entreprise Sambron, forment l'essentiel du tissu industriel breton. Ceci implique que soit clairement posée la question du pouvoir dans l'Entreprise. Il est hors de question que des aides publiques éventuelles soient mises sans contrôle à la disposition d'un encadrement qui s'est davantage comporté en mafia soucieuse de conserver ses privilèges qu'en responsable comptable devant les travailleurs et la population de la façon dont il gère l'entreprise.

L'UDB reconnaît avec les syndicats qu'il faudra débarrasser le pays de la tutelle de notables qui, tel Mesnier, De Cossé Brissac (président du conseil général de Loire-Atlantique) et Guichard (Patron de la circonscription dite des « Pays de Loire ») ne voient dans les difficultés actuelles de l'entreprise Sambron qu'un prétexte à polémiques contre le gouvernement de gauche tout en défendant dans le même temps la logique économique qui conduit l'Entreprise Sambron à sa perte.

Section UDB
Pontchâteau-Blain

(1) Le Peuple Breton : n° 92, juin 1971.

« Vous voulez bien me passer le celté ? »

Si un jour prochain votre bonne fortune vous amène à dîner à la table de Raymond Marcellin, n'hésitez pas à faire appel à sa civilité: le signataire du projet de IX^e plan pour la Bretagne vient de prouver une fois encore qu'il s'y entend en matière de saupoudrage...

La préparation du IX^e plan pour la France est entrée ces derniers mois dans une phase plus active. Les grandes orientations s'élaborent et les lignes de forces se précisent. Dans un sens, au demeurant, qui inquiète un peu, chez nous: la priorité de la Bretagne en matière d'aménagement du territoire semble abandonnée! Mais, pour la première fois, les régions sont, non seulement consultées, mais, en plus, priées de dresser leur propre plan régional. Un progrès, dit-on...

Voire! Car le IX^e plan breton dont l'avant-projet vient de paraître n'est guère la merveille promise. Et l'échec total de la réunion du CES, au mois de mai, marque de manière cinglante les limites d'une décentralisation plus rêvée et ébauchée que concrète et démocratique.

Deux vices de base...

Parlons précisément démocratie...

Le plan breton, en bonne logique de découpage régional, n'intéresse que quatre des cinq départements bretons. L'amputation, même si on commence à en avoir l'habitude, obère totalement le projet. Comment peut-on concevoir un avenir pour une Bretagne privée de sa seule force industrielle ancienne? Comment prévoir un développement équilibré pour une Bretagne qui ne marcherait plus que sur une jambe? Le projet présenté par Marcellin frappe d'ailleurs par sa timidité industrielle. Bien sûr, il admet que **«l'industrialisation de la Bretagne est à faire»**, mais l'impuissance est à demi-avouée: sur quel pôle s'appuyer pour y parvenir? La réponse s'impose: c'était la région nantaise...

D.R.

Qu'on n'aille pas ici parler de rado-tage, qu'on ne dise pas que cette histoire de Loire-Atlantique est sentimentale et dépassée: c'est dans le domaine économique et industriel que son importance éclate le plus. Et ce découpage de la Bretagne, qu'on persiste à qualifier d'administratif apparaît, à mesure qu'on s'acharne à le maintenir, comme un découpage politique!

Il y a, dans l'élaboration de ce plan, un autre préalable bien gênant: c'est qu'il est signé Raymond Marcellin. Et pas un Marcellin élu du suffrage universel dans des élections régionales à la proportionnelle (comme promis...), mais un notable occupant la place au nom de critères parmi lesquels la démocratie est bien discrète et qu'on pouvait, au lendemain du dix mai 1981, juger totalement désuets.

L'élaboration du plan breton apparaît ici en totale contradiction avec les intentions proclamées par son grand frère français...

Une ambition délaissée

Dans un document daté du cinq octobre 1982, les services du Plan qui émanaient à l'époque d'un ministère à part entière, n'y allaient pas avec le dos de la cuillère dans leur confiance en la régio-

APRES LA SORTIE DU PLAN MARCELLIN...



Raymond Marcellin, de dos :
Pas de quoi être fier, en effet...

LE VERITABLE PLAN BRETON EST ENCORE A CONSTRUIRE...

nalisation. Avec des phrases choc du style **«Le développement territorial doit s'appuyer d'abord sur la capacité des régions et des collectivités locales à prendre en charge leur avenir»**. Prendre en charge notre avenir? Nous sommes entièrement d'accord! Ou encore **«la décentralisation doit permettre de reconstruire des territoires aux activités mieux intégrées»**. Reconstruire un territoire? Chiche! Nous sommes preneurs!

Manque de chance, ou hiatus de base: c'est à Marcellin, ancien député, ancien ministre, ancien tout court, mais toujours notable bon teint, qu'on confie la réalisation de telles ambitions... Autant dire qu'on accepte par avance le sabotage du

projet. Et puis ça permettra de mettre en avant l'argument-massue: les régions ne sont pas à la hauteur de la régionalisation qu'on leur propose!

Il faut reconnaître que le projet Marcellin offre de cette médiocrité provinciale l'image rêvée...

Banalité dégoulinante

Bien sûr, il est bardé de bonnes intentions. On y souligne à l'envi que la Bretagne doit rester, dans les opérations d'aménagement du territoire, une zone prioritaire. On indique même que, parmi ceux qui ont travaillé au projet (520 personnes, 82 réunions, paraît-il...), l'unanimité s'est faite sur cette question

«préalable». Mais on peut aussi s'interroger sur la volonté réelle et la détermination de nos bons notables d'obtenir une telle assurance. Ils en ont marqué les limites en allant, au nom des conseils régionaux de Bretagne, de Basse-Normandie et des Pays-de-Loire rendre visite à Mitterrand. Un Mitterrand qui s'est contenté d'une réponse un peu vague, reconnaissant **«qu'un effort en faveur de la Bretagne est justifié par la spécificité des problèmes de cette région à laquelle est, et sera très naturellement reconnue, une place essentielle dans la politique d'aménagement du territoire»**.

Sur cette assurance, on pouvait commencer le catalogue... Il est d'une banalité dégoulinante. On souhaite que soit achevé le plan routier breton (pourquoi pas? On achève bien les chevaux...). On pense qu'il faut conforter l'acquis des vingt dernières années (tout en reconnaissant qu'il n'est pas fameux et que certains secteurs sont carrément moribonds). On souhaite, en quelque sorte, que l'avenir soit tourné sur le futur...

Où transparaissent les comportements colonialistes

Par-delà ce catalogue passe-partout, il perce dans le texte proposé des orientations inquiétantes. Non seulement elles ne résistent pas aux crocs-en-jambes plus ou moins mesquins à l'égard de la majorité gouvernementale, mais elles vont beaucoup plus loin. Dans le comportement de colonisés...

Dans le domaine de l'énergie, par exemple: Marcellin en est à réclamer... deux centrales nucléaires pour ses quatre départements! L'une, en bord de mer, serait de deux fois 1300 mégawatts (soit quand même deux fois moins que Plogoff), l'autre serait installée sur le site de Brennilis. L'astuce est la suivante: comme l'industrie nucléaire française, a pour ambition de vendre dans le tiers-monde des centrales de 300 MW, mais n'en a encore construit aucune, celle-ci servirait de vitrine. Aucune utilité énergétique, donc; mais on se dévoue pour jouer les devançures. Ou les poubelles améliorées. On s'étonne que Marcellin n'ait pas proposé la Bretagne pour stocker la dioxine au prétexte que cela créerait deux emplois de gardiens!

Ce qui est dit de l'agriculture ne manque pas, non plus de piquant. Et de contradictions... On propose, au nom de la Bretagne, de poursuivre la politique giscardienne **«d'orientation de la politique agricole nationale vers la partie la plus compétitive de l'agriculture»**.

On sait ce que cela signifie en termes d'emplois agricoles, de concentration des exploitations. Or le plan Marcellin envisage froidement l'installation chaque année de 2000 jeunes agriculteurs. Avec, pour satisfaire cette ambition, une seule réforme de structure: multiplier par deux le rythme du remembrement! Rien d'autre sur le foncier, rien d'autre sur les revenus, rien d'autre sur le financement: c'est sans doute dans le domaine fondamental pour la Bretagne, de l'agriculture, que le vide du projet est le plus profond.

Avec la culture...

Cinquante-quatrième et dernier

Contrairement au plan français, qui lui accorde une place substantielle, l'action culturelle n'intervient dans le plan breton que de manière marginale. Sur les cinquante-quatre propositions d'action (c'est une méthode à la mode...) la culture n'intervient qu'au dernier point, et en huit lignes! Et dans ces huit lignes, une et demie seulement laisse entendre qu'il existerait ici une spécificité en la matière **«qu'il n'est pas moins légitime de privilégier»**.

Comment pourraient intervenir ces «privilèges» (on n'en demande pas tant, la justice suffirait!) et de quelle manière seront-ils mis en œuvre? Silence total, sans doute pour ménager le suspens?

Plus sûrement parce qu'un notable breton ayant quelque ambition électorale n'omet jamais de glisser dans ses programmes une phrase aussi rituelle que dénuée de tout engagement réel au sujet de la culture bretonne. Le projet de IX^e plan n'oublie pas le rite!

Reste, pour satisfaire la grandeur, le mot magique qui fait saliver les excentrés qui en ont assez de l'être: TGV.

Bon, c'est discutable... «Le réseau TGV reproduit la toile d'araignée centraliste». «Il manque l'occasion unique d'un renversement de l'idéologie napoléonienne». «Il serait nettement plus raisonnable, à long terme, de prévoir un TGV des estuaires». On peut fort bien reprendre de tels arguments pour les opposer aux raisons que donna, en son temps, Chevènement pour justifier sa politique de recherche.

Mais, manifestement, la France n'est pas prête à les entendre. De là, comme le font nos notables, à y mettre tous nos espoirs, il y a une marge. D'autant que pas un seul (et pas seulement parmi eux...) n'est capable d'envisager un TGV qu'on construirait à partir de l'ouest, et non de la région parisienne! Or, au train où va ce TGV, ce sont les municipalités de la région parisienne qui se disputent pour obtenir un arrêt à leur porte.

Le TGV atlantique, s'il se fait, sera un grand chantier pour la région parisienne. Faire croire, comme le font les notables, qu'il s'agit d'un grand chantier breton relève de l'intoxication primaire.

Pointus...

Le reste, peut-on le qualifier de miettes ou de gadgets? Honnêtement non. En regard de ce que la Bretagne fait, il y aurait d'incontestables progrès.

Mais que c'est timide, timoré! Que la Bretagne de Marcellin hésite à avoir de l'ambition industrielle, comme si ce n'était pas pour nous; qu'elle se cantonne dans la tradition; qu'elle prenne garde de ne rien mettre en avant qui pourrait en intéresser d'autres!

Toutes les régions n'ont pas les mêmes scrupules: douze d'entre-elles se proposent comme prioritaires en matière d'agro-alimentaire (alors que Le Garrec, successeur de Rocard au plan, n'envisage même pas ce domaine comme privilégié...).

Ce manque d'agressivité, cette habitude congénitale du notabilisme à

accepter pour la Bretagne la place des humbles, fait glisser les ambitions du plan vers des secteurs très étroits, très particuliers: l'audio-visuel, la technique médicale... Pourquoi pas, c'est intéressant...

Mais c'est incapable de tenir lieu de politique industrielle, c'est incapable d'impulser un développement véritable. En revanche, c'est particulièrement propice à une pratique du saupoudrage. Mais n'est-ce pas, avant tout, le but de nos politiciens?

Alors, allons-y pour les «créneaux pointus». Ça donne une image moderne, et l'on sait combien l'image importe! Les Bretons, avec leurs chapeaux ronds, deviennent des gens «pointus»!

Une convergence objective...

Les limites de l'ambition, celles de l'imagination, c'est encore la mer qui les illustre le mieux. Le projet aurait dû être vaste, riche, multiple, foisonnant à la mesure du potentiel maritime qui nous entoure. Il est seulement sérieux, poli, modéré. Il ne demande, par exemple, aucun nouveau port (ni à Quessant ni dans le Trégor, comme nous le proposons), il reste discret sur le soutien et la diversification de la réparation navale, il ne propose aucune mesure propre à freiner le déclin de la pêche industrielle à Concarneau et à Lorient...

Ce qui est le plus inquiétant, c'est que le manque d'ambition naturel aux notables bretons rejoint objectivement une passivité certaine, en matière de développement de la Bretagne, des députés socialistes, qui ont pourtant, sur les cinq départements, la majorité absolue.

Il n'y a eu chez eux, depuis deux ans, aucune amorce de propositions d'ensemble pour la Bretagne. Ne rappelons pas ce qui fut, il y a vingt ans, une espérance bretonne, la «loi-programme». Ne rappelons pas, non plus les propositions pré-électorales aujourd'hui délaissées. Mais, constatons qu'en face de Marcellin, il n'y a pas, de la part des députés bretons de gauche, d'opposition globale. Et pourtant, ce sont eux qui ont été élus, il y a deux ans, pas l'ancien ministre de l'intérieur!

Cet abandon, par la gauche institutionnelle, de toute ambition bretonne est grave. Il risque de détruire un travail qui a mis des dizaines d'années à se concrétiser: celui qui avait fini par convaincre les habitants et les travailleurs de la Bretagne que leur intérêt était de faire confiance à la gauche.

Le terrain aujourd'hui semble libre pour Marcellin: les élections régionales s'éloignent, la régionalisation devient fadasse et les députés socialistes bretons n'ont pas d'action collective...

L'avenir industriel et culturel de la Bretagne ne peut pourtant être confié à l'actuel Conseil Régional.

La base de discussion qu'il propose est bien faible, les négociateurs du contrat avec l'Etat, sont depuis longtemps, disqualifiés, et pas encore élus pour cela. Voilà donc la Bretagne munie d'un plan sans vision, sans élaboration démocratique, sans appoint des forces vives. Mais le véritable plan breton reste encore à bâtir.

Jean Guéguénat.

Après 10 mois d'interruption pour mise en chômage technique, les ardoisières du Moulin de La Lande en Maël-Carhaix, dernière exploitation bretonne de ce type en activité, ont repris à la mi-mai. Sans beaucoup d'illusions, mais avec une volonté, tant chez la société gérante que parmi les mineurs, de ne pas céder complètement le morceau aux ardoisiers espagnols via ceux d'Anjou. Nous avons été passer quelques heures en compagnie des mineurs, au jour, et aussi au fond. Tout au fond...

ARDOISIÈRES DE MAËL-CARHAIX

LA REPRISE PAR MOINS 130

Dans l'un des quatre bistrots de la place de l'église à Maël-Carhaix, quatre rouge-lim' posés sur le bar, nous causons avec deux clients pas loin d'une petite cinquantaine: «Et comment que c'est important que les ardoisières reprennent! Ici, c'est mort. Quand on pense au nombre d'ouvriers que ça employait dans le temps. Le bourg vivait. Mais nous on n'en sait pas tellement là-dessus, on est des agriculteurs. Faudrait plutôt que vous alliez à la mine, voir les gars». C'est prévu, merci.

Quand on arrive au Moulin de la Lande, sur la route de Locarn, la mine ce sont d'abord des montagnes de chutes d'ardoise dont les morceaux sont de forme multiples, tout comme leur masse qui varie de quelques kilogrammes à peut-être une centaine.

Chambre gigantesque

D'un côté, à droite de la route, la potence coiffée d'un toit, d'un des deux puits désormais inexploités. De l'autre côté, une autre potence, jaune, qui com-

mande l'accès au troisième puits. La tempête de flotte (et de vent) qui sévit depuis ce matin colore l'environnement d'un gris-noir métallisé. Tout est en ardoises, murs compris, qu'il s'agisse du bâtiment des débiteurs et des querneurs, de celui des fendeurs, ou de cette baraque d'où est commandée la descente dans la mine.

Près de la machinerie, une autre pièce. Quatre personnes y prennent leur repas de midi. Un peu surpris par notre intrusion, un débiteur nous conseille de revenir la semaine prochaine, date de la vraie reprise. On interroge, on s'explique. Début mai, c'était une reprise très partielle, uniquement destinée à mettre en place le matériel d'extraction. Aujourd'hui, le fond commence ainsi qu'une des deux équipes de querneurs. Et à la fin mai, les fendeurs reprendront. Bref, il y a tout de même quelque chose à voir, non? Notre interlocuteur en convient.

Contrairement à la température parfaitement pourrie de l'extérieur, le climat se dégèle rapidement. «Vous voulez

descendre? Bon, on va téléphoner au patron». Autorisation accordée, et munis du casque, nous entrons dans la cage en fer jaune, de la taille d'un ascenseur.

Vu la faible circonférence du puits, l'obscurité s'y fait au bout de quelques mètres de descente. Puis la lumière revient, mais artificielle cette fois, due aux lampes qui éclairent la mine proprement dite. Celle-ci, c'est d'abord un immense et large trou noir. Pas de danger de claustrophobie, vu l'impression d'espace que l'on a.

Arrivée au premier palier. Niveau: moins 65 mètres. Nouvelle machinerie qui fait le lien entre la surface et les deux autres paliers situés à la même profondeur mais ne communiquant pas entre eux. On nous montre l'un des deux paliers, le fond de la mine: à peine distingue-t-on, dans une lumière pauvre les silhouettes de deux mineurs. «Vous voulez aller au fond?» Ben... Plutôt tentant: les visites, organisées ou non, s'arrêtent toujours au premier palier.

Appel à l'«interphone» du coin, une sorte de téléphone, dont on tourne l'écouteur pour déclencher un signal sonore à l'autre bout. Montée du fond, d'un «bassicot» qui sert à transporter l'ardoise brute... et les mineurs du fond.

Deuxième étape. Là le décor change: cette partie-ci de la mine s'élargit au fur et à mesure que l'on approche du sol. Que l'on s'enfonce dans cette gigantesque chambre souterraine. Nouvel atterrissage, en douceur. Le niveau: moins 130 mètres. Si c'est pas ça, la Bretagne profonde...

Du provisoire

Une profondeur qui est d'ailleurs encore loin de celles qu'a connues l'exploitation du Moulin de La Lande: on y a creusé jusqu'à 180 et même 200 mètres vers le centre de la terre!

Actuellement, la concession, qui couvre 5 ha, n'est exploitée que sur à peine 2 ha. Discussion avec l'un des deux mineurs, délégué CGT. Première question: et la silicose? «La schistose, plus exactement. Elle n'existe plus. Qu'il s'agisse de la perce des parois ou de la découpe des blocs, tout est fait par machines qui emploient l'électricité et l'eau, ce qui supprime la poussière qui était remuée ici».

La reprise? Visiblement mon interlocuteur l'aurait préférée définitive et avec le plein emploi: «On reprend pour trois



Le fond. Au centre, la machine d'extraction. Aux extrémités, deux «bassicots»; l'un qui monte, plein, l'autre prêt à charger.

mois, avec le chômage partiel. C'est comme ça, et c'est pas moi qui le dit, mais les inspecteurs départementaux venus le 6 mai. Cette semaine, on commence à 32 heures, soit quatre jours de travail. Après ce sera suivant les commandes. Pour la matière, pas de problème, on peut fournir une moyenne de 100 t. par mois».

Les salaires? «Jusqu'à septembre 81, on a réussi à obtenir un peu d'augmentation. Depuis, rien si ce n'est qu'on a obtenu le maintien des avantages acquis, notamment les primes liées au régime minier, dont on bénéficie mais qui n'augmentent pourtant pas au même rythme ici qu'aux charbonnages ou aux mines d'uranium».

Pas reluisante

Un régime en grande partie responsable selon Pierre André (gérant de la SARL des ardoisières de Moulin-Lande qui emploie 46 personnes), de la fermeture de beaucoup de concessions. Dans un communiqué envoyé à la presse locale le 18 décembre dernier, il écrivait notamment: «Il y a eu la fameuse loi du 29 avril 1920 qui assimilait les ardoisiers aux mineurs et à la sécurité sociale minière. Cette loi eut pour effet immédiat d'augmenter dans des proportions énormes les coûts d'exploitation de petites entreprises dont les veines n'étaient pas suffisamment larges, et qui de ce fait n'étaient plus exploitables. Pendant bien longtemps, l'industrie ardoisière bretonne n'avait vécu que du très bas prix de sa main-d'œuvre, ce qui justifiait le maintien en place de nombreuses petites carrières. Les choses étant ce qu'elles sont aujourd'hui, peut-on s'étonner que certains imaginent refaire en Espagne ce qu'il n'est plus possible de créer chez nous?»

Voilà un rappel historico-économique qui a au moins le mérite de la clarté! —même si son auteur se défend de vouloir remettre en cause les «avantages chèrement acquis» en question. Cette analyse des raisons d'un déclin, Pierre André la complète cependant lorsque nous nous entretenons avec lui aujourd'hui.

Et le complément est le suivant: il s'appelle «l'ardoise espagnole». Résumons d'emblée l'impression générale, tant syndicale que patronale: l'ardoise d'Espagne c'est du caca. Le gérant en brandit un spécimen sous notre nez: vraiment pas reluisante qu'elle est, avec son taux élevé de carbonate et surtout les points de pyrite en fer qui la constellent.

A coups de fusil

Les mineurs ne se seront pas fait faute de nous donner une série d'exemples, du type: «Un jour, j'ai vu une ardoise d'Espagne: il y avait 60 points de pyrite. C'est comme si on avait tiré dedans à coups de fusil de chasse!»... «Je connais un type qui a fait recouvrir sa maison avec ça. Au bout de six ans, il pleuvait chez lui».

Un coup d'œil au tableau que nous publions édifiera le lecteur sur cette autre raison du déclin de l'ardoise bretonne (1): on n'a pas pleuré sur l'importa-



Après le fond, le débitage (l'air comprimé, l'eau et l'électricité sont utilisés) et le quarryage, au jour. Suivra le fendage.

tation de sa cousine bâtarde méridionale. «On», ce sont en particulier la Commission des Ardoisières d'Angers (1300 salariés) et le Comptoir des Ardoisières d'Anjou (560 emplois), deux sociétés manifestement sensibles au bas prix de l'ardoise espagnole — dû entre autres au faible coût de son extraction (en surface et horizontalement la plupart du temps), et à la surexploitation de la main-d'œuvre locale.

Autre manœuvre délicate de ces deux firmes qui ont maintenant le quasi-monopole de la commercialisation de l'ardoise en France: «Le rachat, les unes

dévalorisé, son cours s'effondre, et la C.A. d'Angers devant la baisse de sa propre production et la diminution importante de ses ventes (— 28% en deux ans selon les «Echos») annonce à la mi-mai sa volonté de supprimer 420 emplois! Il n'y a aucun doute: on nage dans la haute stratégie commerciale... Inutile de dire que les syndicats ouvriers n'ont pas apprécié cette annonce de licenciements.

Durée: un siècle

Voilà donc dans quel contexte la reprise a lieu à Moulin-Lande: «C'est vrai que la situation depuis le 1^{er} juillet 82 n'a fait que se dégrader, et je repars sans grande conviction» dit Pierre André. «Mais avec la volonté de faire savoir qu'on a bien la meilleure qualité. Et de ça, les gens ne s'en désintéressent pas! Mais les prêts très chers et l'insécurité de l'emploi font qu'ils préfèrent acheter des maisons clés en main, à des entrepreneurs qui ne sont pas intéressés par la qualité de l'ardoise, pas plus

PHOTOS: LOUIS BLONCE

après les autres des exploitations ardoisières de Bretagne et des autres régions de production pour ensuite les fermer et supprimer ainsi toute concurrence» (2).

Résultat des courses: le fric est bien rentré dans nos deux caisses angevines, mais le produit, l'ardoise, est devenu

PRODUCTION, IMPORTATION ET CONSOMMATION D'ARDOISES EN FRANCE ET EN BRETAGNE (EN TONNES)

Production hexagonale	Production bretonne	Importations d'ardoises espagnoles	Consommation hexagonale
1913: 321000 1923: 280000	1913: 42000 1927: 20000		
1950: 163000 1969: 121000	1976: 6000	1964: 1000 1969: 58000	
1981: 80000 (1)	1981: 2000	1982: 137000 (2)	1980: 220000 1982: 197000 (3)

(1) En 1980, les deux sociétés angevines ont produit 70000 t., en 1981: 68000 t., en 1982: 45000 t.

(2) Dont 93000 importées et distribuées par les deux sociétés angevines. A noter que la France a exporté 62000 t. d'ardoises en 1982.

(3) Dont 50000 tonnes dans les cinq départements bretons. Laquelle consommation est assurée à plus de 95% par des ardoisières non bretonnes.

(Source partielle: CELIB).

que du reste d'ailleurs: notre ardoise durera plus longtemps que leurs murs!»

Et le gérant de qualifier de «bidon» la garantie décennale couvrant l'ardoise d'Espagne: les cas où il faut changer la toiture au bout de 6 ou 8 ans ne sont pas rares. «Notre ardoise est garantie cinquante ans. Mais c'est vraiment une question de forme, car elle peut facilement durer un siècle. Evidemment, elle est plus chère que l'espagnole. Mais qui, en fin de compte, va s'y retrouver? Le client qui paye sa toiture moins cher au départ et qui doit la changer tous les dix ans minimum? ou bien celui qui y met le prix et qui est tranquille pour toute sa vie?»

Seulement voilà, il y a mévente de l'ardoise maël-carhaisienne. Pour les raisons qu'on a dites, bien sûr, mais aussi parce qu'elle n'est pas connue, tout bêtement. Selon le délégué CGT: «Ça fait bien un an qu'on demande un représentant, quelqu'un sur la route. On n'a même pas ça! Mais le directeur refuse en disant que la Société ne pourrait pas supporter cette charge financière.»

Pour plusieurs mineurs interrogés, c'est cependant un début de solution afin de sortir de l'ombre, tout comme la nécessité de faire de la publicité se fera de plus en plus sentir.

La rolls des ardoises

Celle-ci pourrait servir par exemple à sensibiliser une clientèle bien précise: les municipalités. Si chacun d'entre les 350 communes des Côtes-du-Nord, Pierre André dixit, commandait chaque mois une demi-tonne d'ardoises, ça ferait bouillir la marmite. Une boutade qui est quelque peu refodidie lorsqu'on apprend que l'Hôtel des Finances de Carhaix ne sera en fin de compte pas couvert avec l'ardoise de Moulin-Lande comme prévu, par manque de sous.

Alors, reste pour l'heure la clientèle de base dont il faut au moins prolonger la fidélité. Mais 50 tonnes par mois ce n'est guère suffisant, 100 t./mois ça deviendrait intéressant, 175 t./mois plus de problème pour «la Rolls des ardoises», comme on dit à Moulin-Lande.

Le délégué a ce commentaire: «Si les ardoisières d'Angers avaient eu un filon comme ici, jamais ils n'auraient été chercher en Espagne. Ils se sont pas gênés pour venir voir comment on bossait. Là-bas, ils travaillent en montant, nous en descendant. Et puis ensuite, ils ont balancé du matériel d'extraction en Espagne, parce que là-bas, c'est plus rentable. Un jour, le directeur d'Angers est venu. Et il a dit: «Mais vous avez une mine d'or ici!»

En voilà un qui ne manquait pas d'air.

Pierre Gallais.

(1) Parmi les ex-principales mines: Gourin, Plévin, St-Hernin, Motreff, à savoir le Centre-Bretagne.

(2) Ainsi pour les Ardoisières de Côté en Ploërmel (48 emplois, 6000 tonnes de production en 1971). Le propriétaire, les Ardoisières d'Angers, décidait leur fermeture définitive en 1980. (Source: lettre du CELIB publiée dans le P.B. d'août 82).



En haut: fente d'un bloc d'ardoise avant débitage. Au milieu: les ardoisières de Moulin-Lande en 1926. En bas: c'est l'heure de la débauche, sortie du puits.

«CITOYENNETE !»

1981... Vous vous rappelez? C'était l'année du «Handicapé». Cette année-là, les médias avaient mis le paquet sur ce thème: émissions spéciales, déclarations de bonnes intentions de nos gouvernants... L'objectif annoncé était de mieux préparer la population à vivre en contact avec des personnes handicapées et de sortir celles-ci des ghettos dans lesquels elles étaient recluses; en bref, de favoriser leur intégration sociale.

MAIS au bout du compte, est-ce que deux ans plus tard, les conditions de vie des handicapés se sont réellement améliorées?

Il ne semble pas que toute la campagne d'information engagée en cette année 1981 ait porté ses fruits. Pour la personne handicapée, le regard des autres n'a pas changé: chargé d'appréhension, de pitié, il lui renvoie toujours l'image d'un être différent, diminué, rejeté.

Pour l'enfant handicapé physique, l'école que fréquentent «les autres» enfants de son quartier ou de son village, lui reste fermée parce que les pouvoirs publics ne se sont pas donné les moyens de réaliser les quelques modifications d'infrastructures qui auraient permis son accueil.

Marginalisé, et oublié dès le plus jeune âge, le jeune handicapé s'apercevra, en grandissant, que cette société n'est pas faite pour lui et qu'elle fait comme s'il n'existait pas. Les salles de cinéma, les maisons de la culture, les bâtiments publics lui sont inaccessibles; les trains et le métro ne sont pas conçus pour laisser entrer un fauteuil roulant...

Pourtant, il semblerait parfois qu'avec un peu de volonté d'agir, des aménagements provisoires immédiats, à moindre frais, pourraient être envisagés. Par exemple: lors du passage à Quimper de Patrick Ségal (écrivain, photographe, metteur en scène... sur fauteuil roulant); un cinéma de la ville avait aménagé un plan incliné (très vite retiré après le film et la discussion qui s'en est suivie!)

Ghettos

En ce qui concerne les établissements scolaires, rien n'est encore réalisé et pourtant il existe, de la part des parents, des demandes d'inscriptions pour leurs enfants sur fauteuil roulant (ex: CES de Concarneau).

La ville «Pilote» (mais peut-être aussi ghetto?) reste Lorient. La proximité de Kerpape a entraîné une forte concentration de personnes handicapées et a obligé la ville de Lorient à des aménagements conséquents.

Qu'a donc fait changer cette année 1981? Il faut reconnaître qu'elle a donné lieu à certaines modifications, innovations, en particulier en ce qui concerne l'organisation des vacances.

Des Associations se sont créées et ont développé des points d'accueil dans pratiquement toutes les régions: dans une certaine mesure, c'est une évolution positive en ce qui concerne l'aide apportée aux personnes handicapées. Cependant, est-ce satisfaisant dans la mesure où la notion de «ghetto» n'est pas supprimée? On accorde aux personnes handicapées le droit de partir en vacances ensemble, de planifier leurs loisirs ensemble... mais la personne valide n'apprend toujours pas à vivre au contact de la personne handicapée: l'évolution est parallèle et donc sans espoir de point de rencontre, sinon de groupe à groupe (ce qui n'améliore aucunement la connaissance de la personne handicapée).

Dans le domaine du travail, l'évolution se produit selon le même schéma: les C.A.T. (Centres d'Aide par le Travail), les ateliers protégés, se développent; l'organisation d'activités pour les handicapés physiques se développe, mais dans ce domaine aussi ils restent bien souvent confinés dans des ghettos.

Dans ces établissements où travaillent les personnes handicapées adultes ces dernières n'ont aucun droit de travailleurs et perçoivent un petit pécule qu'il serait indécent de nommer salaire. Il semblerait que le gouvernement se décide à reconsidérer ces structures. Plusieurs discours de ministres vont dans ce sens. On peut s'attendre à une évolution mais il convient de rester vigilant. Pour le moment les discours n'améliorent pas les choses concrètement.

Des membres du gouvernement commencent à évoquer la citoyenneté des handicapés. Ce qui est positif. Seulement, dans certains établissements recevant des handicapés cette citoyenneté est littéralement bafouée par des règlements intérieurs (approuvés généralement par la DDASS) et, parfois, par le comportement du personnel peu préoccupé par l'avenir des handicapés. Pourtant, l'évolution évoquée dans les discours pourrait facilement se réaliser dans les faits en ce qui concerne un domaine: le pouvoir d'achat.

Au moins le SMIC

L'ensemble des associations de handicapés revendiquent pour les personnes ne pouvant pas travailler un pouvoir d'achat au moins égal au SMIC. Dans sa campagne électorale de 1981 François Mitterrand s'était prononcé pour une allocation des adultes handicapés équi-



D.R.

valente à 80% du SMIC. Mais, on nous répète que la crise est là, et il faut se serrer les coudes; autrement dit ceux qui ont déjà des difficultés pour vivre doivent admettre le partage de l'effort au nom de la solidarité nationale...

Heureusement, depuis quelques années, de plus en plus de personnes handicapées essayent et réussissent à vivre chez elles, malgré une grande dépendance avec l'aide d'une tierce personne (ou auxiliaire de vie): seulement, la profession n'est pas encore reconnue. Des associations organisent déjà des services d'auxiliaires de vie. Mais, pour les faire fonctionner correctement, elles ne disposent pas de l'argent nécessaire, argent que le gouvernement distribue sous forme de subventions assez maigres. Là aussi, il faut reconnaître qu'au niveau gouvernemental il n'y a pas de politique bien définie. Alors qu'il serait plus logique de donner aux personnes handicapées qui le désirent les moyens indispensables pour conquérir une autonomie réelle en dehors des institutions, le gouvernement préfère investir de lourdes sommes pour faire fonctionner de grandes structures spécialisées.

Cet effort consenti par la société pour faire évoluer la situation des handicapés, n'a aucun effet sur les mentalités qui, elles, n'évoluent pas: dans la rue, les handicapés sont trop souvent encore considérés comme des curiosités dans l'entreprise, l'employeur hésite à les embaucher du fait de leur différence.

L'insertion des personnes handicapées pose un problème de société. La responsabilité d'y apporter des solutions ne devrait pas être considérée comme l'affaire exclusive des parents, des associations diverses ou des professionnels (médecins, éducateurs, assistantes sociales...), dont il n'est pas question de nier la compétence ou la dévotion, mais qui, trop souvent, constituent dans ce domaine les seuls interlocuteurs légitimes des pouvoirs publics.

Ce problème devrait s'inscrire dans un projet cohérent, à tous les niveaux, dans le programme des élus. Il devrait faire l'objet d'une législation se basant sur les revendications et les aspirations des handicapés eux-mêmes.

Eliane le Rest,
Gildas Trévetin.

Pierre Picart : «L'enseignement doit être adapté à la dimension régionale»

La Fédération des Conseils de Parents d'Elèves (ex-Cornec) est l'un des deux organismes représentés dans l'enseignement public — le second étant celui des parents d'élèves Schléret. Pour les cinq départements bretons, la FCPE affiche environ 70000 adhérents. A la veille du Congrès national de la FCPE qui se déroulait fin mai à Lens, nous avons posé cinq questions à Pierre Picart, président du conseil du Finistère, qui avec 16500 adhérents est le département ayant le plus gros effectif de tout l'ouest.

Le Peuple Breton : «L'an passé, une mission intitulée «Mission Paty» portant sur les cultures et langues régionales a été mise en place au sein de la FCPE. C'est une préoccupation relativement nouvelle dans votre fédération ?

Pierre Picart : Effectivement. S'il n'y a pas encore eu à proprement parler d'investissement de cette mission en Bretagne, sauf un peu en Côtes-du-Nord et en Finistère, localement on constate une très nette demande des parents que la culture régionale intervienne dans l'enseignement. Vous savez, le nationalisme français véhiculé par Ferry (qui a été un nationaliste et un colonialiste de premier plan), on est bien conscient que c'est fini. Les parents d'aujourd'hui ne veulent plus de ce canevas. Et les jeunes deviennent de plus en plus sensibles à l'adaptation de l'enseignement aux particularités locales. Ce besoin, nous le prenons en compte et nous ajoutons que nous sommes preneurs de cette adaptation de l'enseignement non seulement aux particularités locales, mais à la dimension régionale, à l'histoire, à l'économie bretonnes et bien sûr à la langue bretonne qui est le creuset de la culture.

Tout est lié

P.B. : Quelle place du breton préconisez-vous dans l'enseignement ? Vous rapprocheriez-vous de Diwan qui enseigne entièrement en langue bretonne ?

P. P. : Je pense que la FCPE peut se rejoindre sur plusieurs points avec Diwan. Mais privilégier autant le breton, et particulièrement dans le secondaire, nous n'irons pas aussi loin. Pas d'enseignement entièrement en breton donc, sauf de façon importante en maternelle.

En primaire et en secondaire, il faudrait donner une suite normale à cet enseignement, c'est-à-dire donner au breton (et aux langues régionales en général) la place prépondérante qu'elle est loin d'avoir par rapport aux autres langues enseignées. D'un autre côté, tout est lié : si les jeunes en Bretagne ont accès à leur culture, leur géographie, leur histoire (et particulièrement leur histoire économique afin de faire le lien avec la situation actuelle), ils seront évidemment plus tentés d'apprendre également leur langue. J'ajouterais que le conseil départemental a l'intention de plancher sur ce thème de «culture et langue régionale» dès la prochaine année scolaire.

P.B. : Dans quel cadre ces propositions seraient-elles applicables ?

P. P. : Dans celui de la décentralisation, mais pas n'importe comment. Celle-ci n'a pas à remettre en cause le caractère national et laïque de l'enseignement. Je m'explique. Il est bien évident que si la décentralisation arrive sur une structure de dualisme scolaire, elle risque d'exacerber des situations comme celle — déjà inacceptable — vécue en Bretagne : un conseil général (finistérien) et un conseil régional qui par des subventions préférentielles favorisent l'enseignement privé. Donc la décentralisation de la gestion de l'enseignement pour être cohérente, ne peut se faire que dans un système laïque unifié, dans le cadre d'une structure nationale, d'une unité nationale des programmes et des règlements bien comprise. C'est une des conditions pour posséder «l'école ouverte sur la vie» (c'est le thème de notre Congrès de Lens) et particulièrement sur l'économie et les cultures régionales.



Le Peuple Breton

P.B. : Vous avez parlé de gestion de l'enseignement. Brièvement, comment la FCPE l'envisage-t-elle ?

P. P. : Pour que l'école puisse véritablement s'ouvrir sur son environnement, nous sommes preneurs de sa gestion tripartite au niveau local. Actuellement, l'école est gérée par l'administration et les enseignants, les parents (et les élèves) n'étant que sur un strapontin. Nous revendiquons un statut de délégués de parents, et que la gestion s'articule ainsi : l'administration et les collectivités locales d'une part, les personnels de l'autre, et enfin les usagers à savoir les élèves, les parents, mais aussi des représentants de groupes organisés tels associations et syndicats.

P.B. : Un siècle après, Ferry est dépassé, disiez-vous au début de notre entretien. De quelle manière la FCPE considère-t-elle la laïcité en 1983 ?

P. P. : Depuis 1947, date de fondation de la fédération, il y a quand même eu assouplissement de notre position ! Un exemple : si des parents n'ont pas d'autres moyens que de mettre leurs enfants dans le privé, eh bien ce ne sera pas un obstacle pour qu'ils adhèrent à la FCPE. Par contre, voyez ce qui se passe du côté des OGE (organismes de gestion de l'enseignement catholique, les vrais patrons de l'école privée) : ils ne reconnaissent pas d'autres parents que ceux adhérents aux APEL. Pas question non plus que des fédérations autres que les APEL s'installent dans le privé. Une drôle de conception de la liberté. Et puis enfin, pour nous, la laïcité ce n'est pas un dogme, c'est une attitude, un moyen de vivre sa vie. On n'en fait pas une religion, de la laïcité !

P. G.

LIBERTY

BAR - SNACK

Consommations de 1^{er} choix

Musique tous les soirs

Tél. (98) 40.90.92

3, rue Jacques-Cartier

35400 SAINT-MALO

TY BREIZ

Crêperie

- Ses spécialités

- Krampouz ha jistr mad

tél. 37.91.20

15, rue Duguesclin LANNION

AUBERGE

LE CROAJOU-MEIN

La Croix de Pierre

29218 PLOUGONVEN

tél. (98) 72.52.55

Pendant trois semaines, du 18 avril au 8 mai, Brest a vécu son premier festival international. Expos, débats, cinéma, théâtre, spectacles ont défilé à un rythme soutenu. La Bretagne, qui fut bien présente, a accueilli la Casamance, le Congo, le Pakistan, l'Espagne, le Monde Arabe, le Portugal, la RASD, la Turquie, le Kurdistan, l'ANC, les Antilles... Beaucoup de découvertes, beaucoup de débats intéressants, peu de monde sans doute, sauf aux repas internationaux...

La maison des Relations Internationales de Brest organisait ce premier festival, au moment même où la municipalité RPR laissait entendre qu'elle cesserait de soutenir ce genre d'initiatives : raison de plus pour lui apporter notre soutien !

En tout cas, lors d'un débat sur « la société interculturelle », le 30 avril, Manuel Dias, du Comité de liaison pour l'Alphabétisation et la Promotion en a étonné plus d'un par sa manière d'aborder la confrontation des cultures ; et nous avons perçu quelques visages gênés parmi les assistants, dont beaucoup conçoivent encore la question de l'immigration comme une affaire de charité dans laquelle parler de peuple breton serait quelque peu indécent...

Avec l'accord de la Maison des Relations Internationales, nous publions le point de vue de Manuel Dias.

« SOCIÉTÉ INTERCULTURELLE »

Une minorité en cache toujours une autre...

« Comment les minorités peuvent-elles vivre ensemble ? Tel est le problème. Et quand on parle de minorités, le concept de nationalité est un concept abstrait. Il y a un nombre important de Français qui sont d'origine étrangère et un certain nombre de minorités en France qui sont culturellement différentes.

Trois questions ont changé en France depuis quelques années. La première : l'évolution des communautés elles-mêmes. Jusqu'à 75, l'immigration, d'une façon globale, c'était essentiellement des hommes et des familles. Depuis 75-77, l'immigration est devenue de plus en plus un phénomène d'enfants. Aujourd'hui, elle est de plus en plus un phénomène d'adolescents, de jeunes qui n'ont pas forcément l'envie ni la possibilité d'aller vivre dans le pays de leurs parents. De jeunes qui sont nés ici en France et qui s'impliqueront donc de fait de plus en plus dans les responsabilités publiques, dans la vie politique française — le courant est déjà engagé. Ce phénomène de jeunes a fait changer à bien des égards les projets dans les communautés, a fait changer aussi la façon dont ces communautés interpellent et dérangent parfois la société française qui se voulait jusqu'alors une société tranquille, où les immigrés étaient des mendiants avec qui il n'était pas question de négocier.

Seconde question qui a changé : les pays d'origine sont de plus en plus un mythe lointain pour l'immigration. Et, troisième élément, la plupart des immigrés qui sont en France se considèrent comme une composante de la société française. Ce ne sont plus des gens en transit, de passage.

Trois évolutions donc dans les communautés immigrées qui veulent passer d'un mécanisme de tutelle à un mécanisme d'affirmation qui commence à largement s'exprimer.

Mais toutes ces questions se posent aussi à la société française. Depuis 40 ans en France, le projet d'immigration reposait sur trois axes essentiels. Le premier : l'assimilation sélective. La France avait besoin de travailleurs

Les pays d'origine sont de plus en plus un mythe lointain...

immigrés pour des raisons économiques et d'équilibre démographique. Le second : une politique de marginalisation. L'immigration a été largement marginalisée. Le troisième : le mécanisme rotatif. L'immigration, c'était des gens de passage devant rentrer au pays à court ou à moyen terme. Ainsi la France a-t-elle géré son immigration...

Alors que, globalement, les grandes immigrations qui ont traversé la France se sont établies. Exemples les plus frappants : les Polonais, les Espagnols et les Italiens. Entre 60 et 64% de la population de ces trois grandes immigrations se sont établis en France sans que jamais la société ait reconnu ce phénomène comme structurel. Elle ne l'a pas « avoué ». Jamais il n'y a eu négociation d'un projet de reconnaissance de la culture de ces communautés. C'était une immigration européenne et chrétienne. Lorsqu'il y avait rejet, il y avait toujours l'Église qui servait de tampon, de médiateur, d'espace, pour bien vivre cette ghettoïsation, cette déportation et cette marginalité.

A compter de 1950, on assiste à l'augmentation de l'immigration maghrébine et africaine. D'autres problèmes se posent : la marginalisation et l'assimilation sélective ne peuvent décidément pas être une méthode de gestion de l'immigration en France, une partie des Maghrébins et des Africains n'étant pas assimilables.

Entre 1974 et 1980, la politique du gouvernement français a été une politique de rejet massif touchant surtout les Maghrébins, car la société française était persuadée que les Maghrébins n'étaient pas assimilables. Avec l'arrivée de la gauche au pouvoir en mai 81, le discours a changé (la pratique, pratiquement pas...). C'était : « l'insertion et la reconnaissance des minorités par la différence », dont il était question. Déclarations et recommandations ont été faites, groupes de travail et structures ont été mis en place pour essayer de réfléchir à ce que voulait dire l'insertion des communautés d'origine étrangère dans la société française.

Pour traiter correctement cette question-là, il ne faut pas poser le débat entre Français et Immigrés, car c'est un faux débat et c'est un débat piégeant. Le débat de fond dans la société française va beaucoup plus loin. A notre avis, il y a actuellement 18 millions de personnes en France qui sont directement ou indirectement d'origine étrangère, et qui ont un lien lointain ou non avec l'immigration. A ces 18 millions de personnes, il faut ajouter ce que nous

Entre 1974 et 1980, la politique du gouvernement français a été une politique de rejet massif

appelons les minorités historiques. Et c'est là où le débat éclate et dépasse un dilemme Français/Immigrés, débat simpliste qui peut conduire souvent à des racismes ou des marginalisations primaires.

En quoi la société française est-elle capable de reconnaître en son sein les valeurs culturelles de ces minorités ? Lesquelles sont de cinq ordres. D'abord, les minorités historiques, avec un terri-



Animant le bal international, Thassili, un orchestre de Morlaix composé de Bretons et de Maghrébins.

toire de référence dans l'Hexagone: Bretons, Alsaciens, Occitans, Basques... Ensuite, les minorités historiques qui ont un territoire de référence ailleurs: Corses, Antillais, Arméniens, Tziganes, Français musulmans, Pieds-Noirs, dont l'appartenance à l'Etat-Nation n'est pas mise en cause.

Troisième composante qui se situe un

Le débat éclate et dépasse un dilemme Français/Immigrés

peu à part, ce sont les Juifs et un peu les Tziganes, qui sont des communautés transnationales qui ne s'identifient pas forcément à un mais à plusieurs Etats. Ensuite: les réfugiés politiques, dont le projet est généralement fort, dont la raison de la présence ici est assez particulière. Cinquième catégorie: les réfugiés économiques, les travailleurs migrants.

Donc, le débat tourne autour de tout cela. Et lorsqu'on additionne ces différentes minorités, on se rend compte que ce sont 68 à 70% des peuples de France qui sont concernés par ce débat et qui directement ou non sont sur l'emprise des 30% autres qu'on appelle les «vrais Français», qui restent d'ailleurs à définir. En effet, qu'est-ce que signifie «être Français»? Il n'y a pas de culture française uniforme, mais plusieurs cultures. Une parenthèse: après la dimension des minorités, il faut introduire celle de classes: on peut aussi être Breton et travailleur ou Breton et capitaliste.

A partir de ces questions de fond, nous pensons qu'il y a sept espaces importants dans lesquels des choses doivent être faites maintenant. La «société inter-culturelle», c'est un rêve un peu utopique. C'est une réflexion de fond pour voir comment différentes minorités peuvent vivre dans un espace donné (un cadre qui peut être l'Hexagone). Comment les 55 000 000 d'hommes et de femmes qui habitent dans l'Hexagone peuvent vivre ensemble dans un projet global de respect mutuel?

Avant d'arriver à cette situation, il faut évidemment d'abord évaluer les différentes minorités et cultures existant dans l'Hexagone. Cette étape se fait par l'affirmation de chacune de ses minorités par une dimension collective, chose que la France n'a jamais voulu reconnaî-

tre. Ainsi, les immigrés ne sont qu'un miroir, un révélateur de cette société qui a toujours marginalisé dans son espace les différentes minorités. Ils ne sont qu'une donnée d'un phénomène où la société est interpellée au plus profond d'elle-même.

Un problème de fond: comment cette société, par ses lois et mécanismes, est-elle capable de reconnaître ses différentes minorités et non pas les reconnaître de façon uniquement sentimentale, mais aussi comme éléments fondamentaux de la société française?

Voilà comment on peut passer de la situation présente où la différence est vécue comme une tare à marginaliser, à celle où la différence serait vécue comme un élément dynamique et enrichissant pour tous.

Ecole, logement, quartier, associations, entreprise, religion, sport... Comment peut-on changer la pratique de ces structures, comment dans ces différents espaces de vie sociale, économique et culturelle, la différence peut-elle être prise en considération? Les minorités peuvent-elles être considérées comme des acteurs? Telles sont les questions.

Qu'est-ce que les immigrés peuvent apporter à la société française, et inversement? Il faut introduire pour ça un mécanisme de partage et de négociation. La société inter-culturelle passe par une négociation. L'insertion des

Il faut évaluer et reconnaître les différentes minorités et cultures existant dans l'Hexagone

minorités, ce n'est pas un décret qui va l'instaurer, elle viendra par une négociation qui ne pourra pas faire l'économie d'un conflit. C'est là où le problème se corse. La société française a du mal à accepter le conflit. La France a tendance dans son histoire à vivre le conflit de façon négative. Elle réagit par une certaine violence pour dominer, ou bien elle cherche à manipuler par le sentiment. Chaque fois que les immigrés ont provoqué la société française, chaque fois que les minorités historiques ont provoqué le pouvoir central, il y a eu de sa part soit une attitude de répression, soit une attitude de récupération. Il n'y a

jamais eu attitude de négociation réelle de partenaire à partenaire.

Mais revenons aux 7 espaces, sept axes où nous devons agir dès 1983, où l'analyse doit s'accompagner de la pratique.

L'école. En France, elle a bâti l'Etat-Nation. Par elle, un certain nombre de mécanismes de ségrégation et de hiérarchisation se produisent. Deux illustrations. Place de l'Arabe (2^e langue de

Il ne peut y avoir de promotion d'une culture sans respect de la dimension religieuse de cette culture

France, 2200000 personnes concernées): 0,7% de l'enseignement des langues vivantes. Portugais: 3^e langue de France (1200000 personnes sont d'origine portugaise) et le pourcentage est de 0,9%... On se rend compte ainsi que l'école n'est pas une des structures de reconnaissance et de promotion de la différence!

Le logement. C'est actuellement en France un des mécanismes par lesquels le racisme et la ségrégation s'affirment le plus. La hiérarchie est très affirmée par le logement. Dans celle-là, ce sont les Maghrébins qui sont les plus touchés, puis les Africains (y compris les Antillais qui sont juridiquement Français). Le mouvement syndical en France, de façon délibérée ou pas, par l'attribution de logements pour le 1% patronal, a répercuté cette injustice du logement social dans ce pays. Ce n'est pas par hasard, d'autre part, si au moment du débat sur la loi Quilliot, on n'a pas parlé de l'immigration. Alors qu'une question importante du logement social dans les grandes agglomérations est due à l'immigration.

Le quartier. Dans les grandes zones urbaines, où il y a de grandes concentrations de travailleurs immigrés, le quartier est un espace important de vie sociale, de sociabilisation. Il ne s'agit pas d'y faire des révolutions culturelles, mais d'y changer la pratique culturelle pour parvenir à un nouveau comportement.

Les associations. Trois mouvements associatifs tournent en France autour de l'immigration. Le mouvement associatif émanant de l'immigration elle-même, non reconnu, non soutenu. Le mouvement associatif français, de solidarité et d'amitié avec l'immigration ensuite, qui n'a pas de dimension politique, mais humaniste. Son travail (important) n'a pas débouché. Il n'est pas passé de l'humanisme sentimental, affectif, à un débat de fond sur les questions de société. Enfin, le mouvement associatif français (parents d'élèves, cadre de vie, locataires...) dans lequel les immigrés ne sont pas présents. Dans le mouvement associatif, pôle de la vie sociale, il y a cliquage, la machine est grippée. Des mutations sont à faire.

L'entreprise. Depuis 5 ans, quand on voit comment dans les grandes entreprises demandeurs, le programme de l'immigration sur le plan culturel est pris en considération, on peut dire qu'il y a presque absence de réflexion de fond sur la dimension culturelle de l'immigration. Dans les grandes entreprises de l'industrie, la présence de l'immigré en

tant que phénomène culturel n'a pas été appréhendée. Dans les syndicats en France, dans les comités d'entreprise, il n'y a pas de véritable débat de fond sur la dimension culturelle de l'immigré. Il est souvent considéré comme un travailleur (c'est important), comme un apport à la lutte, mais pas comme un facteur culturel. Les évolutions constatées depuis deux, trois ans ne sont dues qu'au fait que les immigrés se sont organisés, et ont imposé plus ou moins dans les syndicats et dans leurs comités d'entreprise leurs aspirations culturelles. La dimension inter-culturelle entre les travailleurs n'existe pas.

La religion. Il ne peut pas y avoir de promotion d'une culture sans respect de la dimension religieuse de cette culture au sens large du terme. Pour les immigrations latines, plus celle polonaise, la religion a été la colonne vertébrale du rassemblement et de la reconnaissance des communautés. Celles-ci ont ensuite éclaté de la structure ecclésiastique qui jouait un rôle du catalyseur, d'affirmation et de sociabilisation collective de la communauté. Mais ça ne dérangeait pas ! Car c'était une promotion de la religion catholique et ça ne pouvait qu'arranger la France, fille aînée de l'Eglise catholique... Cependant, quand d'autres religions entrent en ligne de compte, alors là ça dérange : la tolérance n'est plus la même. La façon dont certaines personnes ces derniers mois ont réagi par rapport à l'affirmation de la religion musulmane en France, a bien montré la contradiction d'un discours, l'incapacité de reconnaître la dimension religieuse dans un débat culturel.

Le sport. Essentiellement le foot-ball qui joue un rôle important de conflit ou de rencontre dans les communautés. On peut dire que dans quasiment toutes les communautés, le foot est actuellement un axe essentiel d'affirmation collective de celles-ci. Aujourd'hui, 3 à 3500 équipes de foot-ball sont composées soit essentiellement, soit en majorité d'immigrés. Le sport est donc un lieu important d'expression culturelle : il permet à la communauté d'exister collectivement, ensuite de s'affirmer, en

**Hier, le projet
de la plupart des minorités
était de s'affirmer par le ghetto...**

même temps de se confronter avec la société française. D'autre part, le sport est un axe de pénétration dans la société. La composition de la dernière équipe française du Mondial démontre à quel point la société française est pénétrée de cet inter-culturalisme de fait ! Par contre la Fédération Française de Foot-ball que nous avons interrogée esquive complètement le débat. Il est proprement ahurissant de voir comment les équipes de foot-ball «étrangères» sont marginalisées dans la F.F.F.

En conclusion, nous pensons que dans ces espaces, il y a des actions possibles à mener immédiatement pour aller progressivement vers la reconnaissance des minorités en France. Mais non pas dans une démarche de ghetto. Car ce qui a changé, c'est qu'hier le projet dans la plupart des minorités était de s'affirmer par le ghetto avec une stratégie de retour potentiel au pays ; et qu'aujourd'hui, c'est l'affirmation, sur place, de la communauté, avec une volonté d'insertion non pas de capitulation mais d'affirmation, une insertion voulue par la négociation.

Les immigrés ne veulent pas être déchirés par la société française. Ils veulent lui apporter (après avoir reçu d'elle, ce qu'ils n'ont jamais refusé) une partie importante de leur culture car elle est vitale pour eux et la société française. Si elle s'enferme sur elle-même, elle est condamnée à périr par le mécanisme de ghettolarisation — dont le danger a été clairement démontré lors

**La société française
n'a jamais été capable
d'avoir ces débats
avec ses propres minorités
historiques...**

des élections municipales de mars 83. Les Français ont peur d'eux-mêmes, ils sont mal dans leur peau, ils ont peur de l'autre, des autres qui deviennent le miroir de leurs angoisses. Il s'agit de briser cette peur inconsciente, et malsaine, s'ouvrir à l'autre, devenir capable de l'affronter de façon positive.

Le débat de société inter-culturelle dérange la société française, mais aussi les communautés, car lorsqu'on va vers ce type de projet, on va perdre quelque chose. L'Espagnol perdra de son nationalisme, de son traditionalisme espagnol pour partager avec l'autre. Il le perdra comme aspect négatif pour aller recevoir des Français, des Maghrébins, des Africains, des Portugais. Cette ouverture vers l'autre ne pourra être qu'enrichissante. Mais il faut être psychologiquement fort pour vivre cette étape qui est novatrice et porteuse de quelque chose d'extraordinaire.

La société française aura du mal à arriver à ce comportement, car elle n'a jamais été capable d'avoir ces débats avec ses propres minorités historiques. Elle en a eu peur, alors que ces minorités, lorsqu'elles l'interpellaient, c'était non pas pour la détruire, mais pour la faire aller plus loin. Donc pour l'enrichir.

L'avenir de la France ne peut passer que par un projet décentralisé, par la reconnaissance et l'apport des minorités. Il réside dans la capacité qu'elle aura pour que sa population différente (la grande majorité) soit à même de vivre sa différence d'une façon positive et comme une richesse collective pour tous». □.



COUGNA BAR
55, rue Yves-Collet
Brest
Tél. : 44.52.89

**CRÊPERIE - SNACK
CHEZ MARIE-FRANÇOISE**
29, rue Navarin (Place Guérin)
29200 BREST
Téléphone (98) 80.46.30
Ouvert tout l'été
Fermé le dimanche Ouvert le lundi à 19h.




Ar bed Keltiek
2, str. ar Roue Gralon
KEMPER
*Embannadurioù ha levrioù breizheg
Pladennoù hag artisanelezh kelteg*
Gweltas ar Fur
Tél. 95.42.82

**CONFISERIE
«Au Pierrot Gourmand»**
*Grand choix de bonbons
rayon diététique*
11, rue Maréchal-Joffre
RENNES - Tél. 30.83.26

interlude
38, rue Yves-Collet, BREST
Tél. 44.36.89
*Le spécialiste fournitures Beaux-Arts
et activités manuelles*



SNACK-BAR
Place de la Liberté
Téléphone : 80.19.19
Ouvert de 12 h. à 24 h.



**SNACK-BAR
RECOUVRANCE**
Téléphone : 45.08.50
Ouvert de 19h. à 6h du matin
et Vend. Sam. Dim. de :
12h. à 15h. & 19h. à 6h. du matin

BONNET D'ANE A BREST ET NANTES



Photo Louis Blonce

Dans les rues de Brest.

A Nantes comme à Brest les nouvelles municipalités de droite ont affiché un programme culturel tellement réjouissant que sa simple annonce a provoqué des descentes dans la rue pour célébrer les futures agapes culturelles à la Chauty ou à la Berthelot.

Au sujet de ce dernier, on ne peut qu'émettre le vœu que dans ses discours et déclarations à venir, il continue à faire preuve de la même délicatesse de langage que celle ornant l'interview qui suit.

Voici ce qu'il déclare à « Libération » du 11 mai: « Ils peuvent gueuler autant qu'ils veulent, ça m'est complètement égal et je ne céderai pas au ministère de la Culture qui veut nous supprimer des subventions soi-disant annoncées. Nous aiderons la Croix-Rouge, les donneurs de sang, les associations de gestion des écoles catholiques qui sont honnêtement réellement et complètement apolitiques. Ils faisaient de la culture emmerdante, eh bien il y aura maintenant des choses aussi fascistes, que la musique de chambre et la musique des Equipages de la Flotte; et Chantal Goya viendra... ».

A. BÉNIZÉ

AGENCE IMMOBILIÈRE
6, rue de Glasgow - BREST - Tél. 44.34.34

Achats - Ventes - Locations - Gérances.

• Festou-noz:

— Le 18 juin à Locqueltas (12 km nord de Vannes), fest-noz animé par Skol-Louarn et des sonneurs du pays (org.: Ecole publique).

— Le 10 juillet, fest-noz à Kerlouan dans le cadre de la seconde édition de « Gouel Bro Leon » (org. Foyer des jeunes).

• Ar Bleizi Ruz:

Leurs festou-noz: le 4 à Lamballe, le 18 à Loudéac, le 24 à Langoelan, le 25 à St-Caradec. Le 5, ils fêtent leurs dix ans de pros au parc de Penfeld, Brest.

• Blues Train:

La formation planante de Kevin Wright et Olga Bystram se produira le 26 en concert au Relecq-Kerhuon.

• Assemblée des Bouezous:

Les 4 et 5 dans le parc du château de la Ville Olivier, sur les bords du Couesnon, à 15 km de Fougères, 4^e assemblée des Bouezous, la fête de l'accordéon, diatonique entre autres.

• Ar Seizh Avel:

Au café-animations de Konfort Prat, Jean-Yves Lacombe et Mandibules.

• B.D. à St-Malo:

Du 3 au 5 au Casino de St-Malo, 3^e festival de Bande dessinée. L'Angoulême breton.

• Récital Maurice Fanon:

Le 18, au Théâtre Municipal de Quimper, dans le cadre de la « Semaine Cabaret », concert de Maurice Fanon (org.: Comité de Kerdevot).

• M.C. de Rennes:

A la Maison de la Culture rennaise — Les 16 et 17, le Grand Magic Circus présente « Superdupont » d'après Gotlib et Solé. Cinéma: du 7 au 10, « Conan le barbare » de John Milius, « Alien » de Ridley Scott, et « Le double suicide de Sonezaki » de Midori Kurisaki (à 20 h); du 14 au 17, à 14 h 30 et 20 h, « Reds » de Warren Beatty; du 21 au 24 à 14 h 30 et 20 h, « Voyage au bout de l'enfer » de Michael Cimino; du 28 juin au 1^{er} juillet, à 14 h 30 et 20 h, « Les 7 samourais » de Akira Kurosawa — Théâtre: « La ligue d'improvisation », le 10 à 20 h 30.

• CRIDEV:

A Rennes, Maison du Champ de Mars, le 7, « Aux racines du Tiers-mondisme » (l'histoire de l'anti-colonialisme des débuts de la 3^e république jusqu'à la fin de la guerre d'Algérie); le 16 au Cinéma Arvor, « Djeli » film ivoirien de Fadika Kramo-Lanciné.



Y.F. Langoët

Kristen Nogues à St Brieuc.

• Festival à Bégard

En vue de « prendre la température des musiques qui bougent » actuellement en Bretagne et des activités artistiques en plein essor (Video, B.D., Photo, Théâtre, Arts plastiques, Artisanat, Poésie, Littérature, Conteurs, etc...), un Festival

Parution assurée des annonces de fêtes, spectacles, stages et offres d'emploi, si elles parviennent au journal avant le 15 du mois précédant la parution.

sera organisé à Bégard (22) les 15 et 16 octobre prochains. Ce « Festival-Tremplin » sera ouvert à tous les groupes ou individus qui présentent du nouveau en la matière pour promouvoir leur travail créatif. Il sera organisé en collaboration avec les milieux spécialisés (managers, journalistes, cafés-carabets, Maisons de Disques, Radios, T.V., etc...). On peut déjà obtenir des précisions en écrivant ou téléphonant à la M.J.C. de Bégard, route de Guingamp, 22140. Tél. (96) 45.20.60 ou au Seizh Avel (96), 35.80.64. Les groupes intéressés peuvent déjà faire parvenir une cassette à la M.J.C. de Bégard.

• Anne de Bretagne :

Du 14 juin au 6 juillet, création théâtrale de « Anne de Bretagne ou les sabots de Merlin », pièce de Michel Liar du Théâtre Nuit, au Château des Ducs de Bretagne à Nantes (rens. M.C. au 40/73.07.11).



Bleizi Ruz : ils fêtent leurs 10 ans à Brest le 5. Un plateau fumant...

• A la Roche-Jagu :

Au Château de la Roche-Jagu : le 12, un dimanche avec le luth, avec Mathias Durevie, Serge Kerguiduff, Robert Spencer, Jean Belliard et Klever Besson ; le 23, Bienvenue à Kenneth White, deux spectacles de poésie dits par K. White et Yvon Le Men.

• Festival de musique bretonne :

A St-Brieuc, du 2 au 10 juillet, festival de musique bretonne et celtique avec notamment : le 5, concert de harpe celtique au Théâtre (Kristen Nagues, Joe et Antoinette Mc Kenna) ; le 8, concert bombarde et orgue à la cathédrale et soirée gastronomique sous les Halles ; le 9, animation avec le Bagad Bleimor et un Pipe band écossais, puis fest-noz aux promenades et jeux bretons.

• Morlaix, l'Empire :

Le 18 en soirée, « Morlaix, l'Empire », fête-spectacle historique, conçue et interprétée par une centaine de Morlaisiens. Epopée burlesque et fantaisie historique sur Morlaix à l'époque napoléonienne — le 26, en matinée, « S'ils te rockent, mords-les », concert par les groupes de musique locaux (org. Maison des Jeunes et de la Culture, Tél. 98/88.09.94).

• Breton :

— Ar Skol Vreizoneg, Kelh ar Gellennerien Vreizoneg et Al Leur Nevez, à Brest, Quimper et Lorient, organisent régulièrement des stages intensifs de langue bretonne (rens. et insc. Ecole Sanquer, place Sanquer, 29200 Brest. Tél. 98/44.89.42).

— Le stage 83 de Kamp Etrekeltiek ar Vreizhonegerien aura lieu à Scaër, école Saint-Alain du 20 au 30 juillet (rens. et insc. : KEAV, 44, rue Jean Rameau, 29000 Quimper).

— Centre de vacances bilingue breton-français pour 6 à 12 ans à Sizun du 29 juillet au 21 août (rens. et insc. : Ar Falz, 6, rue Longue, 29210 Morlaix. Tél. 98/62.17.20).

— L'association Ober assure des cours de breton par correspondance ainsi que des cours de gallois, d'irlandais, d'esperanto, et d'histoire de la Bretagne (rens. et insc. : Ober, Gwaremm Leurvaen, Plufur, 22310 Plestin les Grèves).

— Stage intensif de breton vannetais, tous niveaux, du 30 juin au 6 juillet à Vannes, org. par les Instituteurs et Professeurs Laïques Bretons — Bro Gwened (Rens. et insc. : Kamih Ollivier, 1, rue des Sapins, 56260 Larmor-Plage. Tél. 97/37.56.02).

— Le « crash-course » de Breton organisé par le Service de Formation Continue de l'Université de Haute-Bretagne, se déroulera du 3 juin au 7 juillet. Le participant au stage reçoit 8 heures d'enseignement par jour. Cours sous la direction pédagogique de Per Denez. Rens. et insc. : Service Formation Continue et Education Permanente, Université de H. Bretagne, 6, av. G. Berger, 35043 Rennes Cedex. Tél. 99/59.09.40 ou 54.99.55 poste 1912.

— Dans le cadre de l'université d'été qui précède le Festival des Cornemuses à Lorient, un cours intensif de Breton aura lieu du 1^{er} au 6 août (rens. et insc. : Cours de Breton, Institut Consulaire (Formation continue), M. Floc'h, 6, rue Kerguelen, 56100 Lorient. Tél. 97/64.37.80).

• Rassemblement inter-celtique :

Les 4 et 5 à la Salle Cerdan de Brest, rassemblement inter-celtique de chorales, org. par le Centre Breton d'Art Populaire. Le samedi en après-midi et soirée, le dimanche toute la journée. Entrée libre.

• Congrès celtique :

Il aura lieu du 25 au 30 juillet à Aberystwith au Pays de Galles (rens. au 98/63.36.37).

• Expositions :

— Durant le mois à La Roche-Jagu, « Nécéssités » ; 20 artistes marquent le site (Anne et Patrick Poirier, Guy Lozac'h, Jacques Vieille, Bill Woodrow, etc...).

— Jusqu'au 11, exposition des peintures de Mark Chaudbaron à « Ar Bed Keltiek », 2, rue du Roi Gradlon, Quimper.

— Jusqu'au 30, « Dessine-moi la mer », peintures d'Alain et Daniel Bonnet au Palais des Congrès de Lorient (10 h/19 h sauf les lundis).

— Jusqu'au 30, au Musée de Bretagne, 20, quai Emile Zola à Rennes, exposition « Les jeux de palets », photographies de Claude Carret.

• Art et Artisanat :

Le 6^e salon de l'art et de l'artisanat aura lieu du 13 au 15 août à Pleyben. Les artistes et artisans bretons peuvent dès à présent s'y inscrire. D'autre part, un concours d'affiches doté de plusieurs prix, pour la réalisation de l'affiche du 6^e salon est également ouvert. Inscr. et rég. à demander au : Foyer communal d'animation, 21, rue de Garsmaria, 29190 Pleyben.

CANTO GENERAL FORGES DE TRIGNAC

Le « Canto General », du poète chilien Pablo Neruda, avec la musique de Mikis Theodorakis, telle est l'œuvre que vont produire sur scène un collectif d'associations nazairiennes, les 17, 18, 19, 20 et 22 juin. Une scène, ou plutôt un site qui est particulièrement à retenir : celui des anciennes aciéries de Trignac, que nombre de spectateurs découvriront pleinement pour la circonstance. Ces forges sont le cadre privilégié pour exprimer, transmettre, propulser toute la profondeur extraordinaire de l'œuvre de Neruda. Haut-lieu de l'histoire du mouvement ouvrier en Bretagne, cette usine désaffectée fera résonner les mots, constituera un « espace musical » unique, au service des musiciens, mais aussi des comédiens ou danseurs surgissant de l'ombre...

• Stages :

Du 13 au 17 juin et du 4 au 8 juillet, « Expression corporelle » (Groupe expression et créativité, Kersonard, 29120 Plonéour-Lanvern. Tél. 98/68.82.39).



A. et D. Bonnet exposent à Lorient.

• Calendrier Gouren :

Le 12, tournoi mod koz à Larret et démonstration à Meriadec ; le 19, championnat de Bretagne des jeunes avec tournoi juniors seniors à Trévarez ; le 26, démonstration au Havre ; le 3 juillet, championnat des Côtes-du-Nord à St-Eloi en Louargat, et tournoi mod koz fédéral à Larmor.

• A.J. du Finistère :

Elle organise des Centres de Vacances pour enfants et adolescents au mois de juillet prochain. A Hanvec du 4 au 24 juillet, séjour à la ferme pour les 6-14 ans ; camps itinérants (Ardèche, Italie, Portugal) pour les 14-17 ans (rens. et insc. : Secteur CVL Bretagne, 1, rue de Quercy, 29200 Brest. Tél. 98/03.37.37).

• Centres de vacances familiaux :

La Fédération des CVF organise des séjours de vacances à dominante « activité de création » : du 4 au 28 juillet à Vallet (44) ; du 3 au 28 août à Crest Voland (Savoie) ; du 2 au 23 août à Gargiles (Indre). Rens. et insc. : FCVF, 7, rue de l'Horloge, 35000 Rennes. Tél. 99/79.22.63.

• Fédé Léo Lagrange :

Elle organise des Centres de Vacances pour enfants et adolescents au mois de juillet prochain. A Hanvec du 4 au 24 juillet, séjour à la ferme pour les 6-14 ans ; camps itinérants (Ardèche, Italie, Portugal) pour les 14-17 ans (rens. et insc. : Secteur CVL Bretagne, 1, rue de Quercy, 29200 Brest. Tél. 98/03.37.37).

• ASOB :

L'Association de Solidarité Occitanie Bretagne vient d'ouvrir un Centre de documentation Occitane au 30 quai St-Cyr, à Rennes ouvert le mardi de 18 h à 19 h (ASOB : 30, place des Lices, 35000 Rennes).

• B.D. en breton :

Trois nouvelles bandes dessinées de la série Jonathan, dessin et scénario de Cosey, verront le jour dans leur version bretonne à la fin du mois. Il s'agit de : n° 1, « Dalc'hit sonj, Jonathan » ; n° 6, « Douniacha, pell 'zo » ; n° 7, « Kate ». Jusqu'au 30 juin, vente par souscription au prix de 26 F l'unité. Commandes à Keit Vimpe Bo, Foyer des Jeunes, 29112 Brieac.

Mitterrand et le ministère de l'amertume

Dans le Nord (mais non, il ne l'a pas perdu), Fransez Mitterrand a dit que les pisse-vinaigre qui « pismigaien » au

sujet du ministère de la mer s'envoyaient en l'air bêtement sur un problème de vocabulaire, puisque le secrétaire d'état actuel avait les mêmes pouvoirs que Louis Le Pensec.

Pas mesquins nous autres, on va supposer qu'il parle aussi vrai que pendant les promesses de 81... Dans ce cas-là, il y a au moins deux choses à faire, qui ne mettent en cause que du vocabulaire :

— La première c'est, au prochain remaniement, faire de Charles Hernu un secrétaire d'état à la défense rattaché au ministère de l'intérieur ou des affaires

étrangères, au choix... en lui laissant toutes ses «prérogatives» comme on cause... Même le droit de vouloir mettre l'éducation nationale au service... de la préparation du service. Et celui de baisser son pantalon chaque matin devant l'Etat-Major.

— La deuxième, c'est dès maintenant de considérer chaque appelé qui a déjà fait six mois de service comme soldat civil. En lui laissant toutes ses prérogatives. De quoi au fait?... De soldat ou de civil?...

Job Ar Pismiger.



KALTEFFERBLE SA

4 NUITS:150 F

Ne vous privez pas d'Angleterre.

De "Bed and Breakfast" en "Bed and Breakfast", vous profitez de tout le confort anglais chez les Britanniques eux-mêmes. Nous avons sélectionné pour vous plus de 6 000 de ces fameux "B & B" partout en Grande-Bretagne.

Une condition toutefois pour profiter de ce prix extravagant : traverser aller-retour le Channel avec Brittany Ferries, en voiture, en embarquant à Roscoff ou à St-Malo. En Bretagne en un mot. Pour débarquer à Plymouth ou à Portsmouth.

D'Ouest en West en somme. C'est la route naturelle pour se dépayser là-bas. Et votre argent de poche y suffit !
Et puis, avec les Anglais, nous sommes cousins germains, nous avons encore plein d'offres aussi extravagantes à vous proposer. Toutes en parfaite conformité avec la réglementation sur les sorties de devises.

Alors pressez-vous de nous renvoyer ce bon. Vous recevrez nos brochures 1983. Il y a tout dedans.



BP 72, 29211 Roscoff. Tél. (98) 69.07.20. Toutes agences de voyages.

[illegible]

«Joviale férocité» titrait-on dans le P.B. du mois dernier, au sujet du premier 30 cm de Yannig ar Bleiz. La formule était assez heureuse, si l'on en croit les propos qui suivent du personnage, que nous avons été rencontrer chez lui du côté d'Hennebont. Là-bas, au bord du Blavet, dans une maison aux couleurs et à la facture surprenantes (l'ancien proprio était un «ancien des colonies», sans blague) qu'il rhabille avec une passion toute moyenâgeuse, l'auteur de «Johnny Bigouden» (après nous avoir guidé jusque-là avec sa moto noire et blanche, hermine et BZH dessus) nous parle de contradictions, d'oppositions dont manifestement il raffole. En encadré de cette interview: une chanson de son second album à sortir dans un bon semestre...

RENCONTRE

D'«IRWENA» A «REBELLE»

Yannig ar Bleiz : du rock en breton ? Mais, c'est tout naturel..



Le Peuple Breton

Le Peuple Breton: «Apparemment, ton premier disque marche pas mal. Pourtant, tu n'es pas très connu du public breton. Quel a été ton itinéraire jusque-là ?

Yannig ar Bleiz: Tu peux enlever le «très» ! Je ne suis pas connu. Ça commence à venir. Bien que je chante depuis maintenant une bonne dizaine d'années. Mais comme je partageais mon temps entre Paris et la Bretagne, je n'ai pas pu vraiment me faire connaître. Là-bas en 71, je faisais les cabarets de la Contre-Escarpe avec des types comme Bernard Lavilliers, Bobby Lapointe, Lenny Escudero. Je jouais de la musique brésilienne, bossa-nova, samba. J'étais à la guitare puis je suis passé au clavier. Quand je revenais en Bretagne, je faisais des petites salles, des MJC. Avec l'envolée stivellienne des années 72/73, j'ai eu une prise de conscience bretonne. Je me suis mis à faire des chansons en breton et en français. Quand j'ai été saturé de Paris, il m'a fallu un an pour pouvoir revenir vivre ici.

P.B.: Tu n'as pas l'air de porter la «capitale» dans ton cœur. Déjà dans ton premier disque, tu ne loupes pas les parisiens...

Y.A.B.: Oh, il n'y a pas de quoi en faire un fromage ! Simple, pour bien le connaître, je n'attends rien de Paris. Et même, en général, il ne faut rien en attendre. Ils savent déjà très bien où ils en sont là-bas. Paris, c'est un bouillon de culture dans les deux sens du terme. D'abord, il y a effectivement des choses à voir: j'y vais encore quelquefois pour des spectacles, des pièces de théâtre, puis je reviens. Ensuite, c'est vraiment plein de microbes là-bas: faut pas s'y attarder si on veut pas en choper.

Leur philosophie à eux

P.B.: Maintenant que tu as opéré ton retour au pays, comment vois-tu la suite des événements ? Penses-tu pouvoir vivre de tes chansons en Bretagne ?

Y.A.B.: Ça je n'en sais rien. Ça marchera ou pas. Mais je sais déjà que je n'ai aucune intention de courir après les cachets pour gagner mon pain. C'est la façon la plus sûre de faire rapidement de

la soupe. Je suis déjà auteur-compositeur-interprète. Je ne peux pas, en plus, être un commerçant. D'ailleurs, les deux sont incompatibles pour faire de bonnes chansons. Je veux dire, pour être sincère: on ne peut pas tricher quand on fait des chansons, car le public le sent vite, sur scène particulièrement. Et puis je ne suis pas revenu en Bretagne pour retourner à Paris histoire d'accélérer le succès, s'il doit venir. Le monde du chaubiz, j'ai pas l'intention d'y entrer.

P.B.: Mais tu es «pro» depuis le début de l'année. C'est bien une manière de rentrer dans la grande famille, non?

Y.A.B.: Je ne dis pas, mais les artistes qui se prennent au sérieux m'énervent. On n'est jamais sûr de rien. Même si on ne m'a pas encouragé — quand on ne me l'a pas franchement déconseillé — à me lancer dans la chanson, je m'aperçois que c'est plus facile qu'on croit de faire un disque. N'importe quel couillon en est capable: la preuve, j'en ai fait un!... Il faut démystifier l'artiste, même si les artistes tiennent à leur image de marque.

P.B.: En attendant, «Irwen» est sorti récemment et il ne sera sans doute pas isolé?

Y.A.B.: Le prochain doit sortir en janvier février 84 (sans compter un 45 tours juke-box assez rapidement). Il y aura deux genres: les chansons à texte et le rock. Je tourne selon deux formules de spectacle: les cabarets et les festivals. Les thèmes ressembleront à ceux du premier album, mais là je parlerai plus de la place des jeunes en tant que Bretons dans la société. De leur malaise. Sur le plan social et culturel, ils ont le cul entre deux chaises, c'est très net. Je voudrais refléter leur philosophie à eux. Faire une réflexion sur la dépolitisation. Le titre ce sera «Disuj» (Rebelle), la chanson que j'ai chantée au Kan ar Bobl cette année. Je veux montrer que tout est souvent contradictions aussi: j'ai des tendances libertaires et pourtant je crois en Dieu —et uniquement, me parle pas de l'Eglise!...

P.B.: A propos du Kan ar Bobl, tu peux nous raconter un peu ce qui s'est passé à Lorient?

Y.A.B.: Eh bien, il fallait présenter des chansons pour la Celtavision, qui est

l'équivalent de l'Eurovision pour les pays celtiques. En chantant «Disuj», on voulait faire savoir («on», c'est l'équipe de musiciens qui bosse avec moi) que le breton pouvait très bien passer joué en rock. Le public a marché à fond, surtout les jeunes pour qui ça a été le délire. On s'attendait vraiment à être primé (il n'y a pas de second, ni de troisième...). Et rien. Des cinq juges, deux ont voté pour nous, trois contre. Le rock un peu hard, c'est visiblement pas leur truc.

Ayatollahs du traditionnel

P.B.: Et ton commentaire dans l'affaire c'est quoi?

Y.A.B.: Qu'il faudrait savoir ce qu'on veut... Déjà on fait figure d'attardés aux yeux des Français. Et les Français, ce sont des attardés pour l'étranger. Je veux rompre avec cette image d'Epinal qu'on a, nous, d'attardés d'attardés. J'ai choisi le rock parce que j'aime, et le breton parce que c'est ma langue. Le rock qui est très bien accepté dans les pays celtiques. Je veux aller contre cette démarche passiste qui consiste à ce que quelques intégristes de la musique bretonne pure et dure, à ce que quelques ayatollahs du

traditionnel ne tiennent strictement aucun compte de l'avis du public qui vient voir ce qui se fait de nouveau. Je ne mets pas en cause le comité des fêtes de Lorient, dont l'organisation a été bonne. Mais il faudrait que le jury abatte ses œillères, qu'il sorte de son petit intellectualisme de références uniquement traditionnelles: il a cinquante ans de retard. On m'avait prévenu qu'au Kan ar Bobl, les jeux étaient faits d'avance. C'est vrai.

P.B.: Allez, faisons-nous l'avocat du diable (s'il existe): le traditionnel, c'est important de poursuivre sa transmission, non?

Y.A.B.: Ce n'est certainement pas moi qui te dirai le contraire! Le boulot de collecte fait par des organisations comme Dastum est sensationnel... et j'aime bien chanter en Kan ha Diskan. Non, ce que je veux dire, c'est que le breton étant en train de s'éteindre en beauté, le rock en breton me paraît être un moyen pas si débile que ça pour donner aux jeunes le goût d'apprendre leur langue, non? Comme si on n'avait pas déjà assez de mal à se débarrasser de l'image passiste que l'Etat français a collé au breton! Alors qu'il ne l'est pas du tout: c'est une langue

Vive l'amour, les filles et la bière

Nous somm's un peuple d'anarchistes
On ne sait pas marcher au pas
Surtout quand nous partons en piste
Il y a souvent quelques dégâts
Et nous vivons au jour le jour
De nos propres contradictions
C'est p'têt' pourquoi depuis toujours
Nos couleurs sont le noir et blanc

Vive l'amour, les fill's et la bière
Chantons très fort en levant nos verres
Vive l'amour, les fill's et la bière
Chantons très fort ensemble mes frères

Si vous avez berné nos pères
Sachez bien messieurs les Français
Pour faire un 'rac' de fonctionnair's
Ne comptez plus sur nous désormais
On préfère rester au pays
En s'partageant un peu de pain
Plutôt que d'aller à Paris
S'goinfrer dans vos cag's à lapins

Y'en a qui bossent pendant dix heures
Pour se payer tout le confort
Et sans avoir vécu ils meurent
Gagnant vit' leur vie et leur mort
L'heur' supplémentaire' de boulot
Nous on la fait dans les bistrots
Les copains ça réchauff' le cœur
Bien plus que la télé couleur

Pour notre bien vos missionnaires
Au nom d'la civilisation
Sont v'nus cracher sur notre terre
Et sur ceux qui parlaient breton
Langue et culture quand ça diffère
Au sein d'une même nation
C'est dangereux car pour la guerre
Faut trouver d'l chair à canon

Yannig ar Bleiz.

Pour ne pas bronzer idiot

dialogues



Votre librairie en Bretagne
37, rue Louis Pasteur BREST
Centre Commercial Rallye BREST
19, rue de la Chalotais RENNES

qui vit, on trouve des expressions d'argot en breton tous les jours!

P.B.: Revenons à la partie projets. Tu as un opéra dans tes cartons. De quoi s'agit-il, et en quelle langue le proposeras-tu?

Y.A.B.: Je l'ai écrit de 75 à 77. C'est un opéra de science-fiction: il s'appelle «Delphianaëlle». En gros, il s'agit d'une vingtaine de chansons qui constituent la suite logique d'une légende, celtique en l'occurrence. Que je situe donc au passé, au temps de la chevalerie celtique du Moyen-Âge, mais aussi dans un futur très lointain, puisque le héros se retrouve à la 308^e année du cycle vénusien. Il y aura trois niveaux de lecture: par la fable, par les symboles et métaphores, par l'ésotérisme, afin que tout le monde puisse le recevoir. Il est écrit en français. On verra s'il n'y a pas de moyen de faire des livrets bilingues.

Dérouter les gens

P.B.: Tu n'as pas l'impression de brûler les étapes? Un opéra, on attend généralement d'avoir un peu plus de bouteille pour s'y mettre, non?

Y.A.B.: Non, j'ai envie de le faire, c'est tout. Ça aura un côté grandiose, évidemment, il me faudra des moyens. Mais pas tellement en musiciens. On sera dix au maximum. La musique sera assez diverse: il y aura assemblage de musique celtique et hindoue. La date de sortie de ce 3^e disque? Dans deux ans si tout va bien.

P.B.: A l'écoute d'«Irwena», difficile de te classer dans un genre...

Y.A.B.: Ayant pas mal de contradictions, ça me plaît beaucoup de dérouter les gens. Je n'aime pas être figé dans un tiroir. Dès qu'on veut me coller une étiquette, je fuis. Pas de genre, de style: et ça emmerde bien les musicologues fonctionnaires qui sont obligés de justifier leur salaire en pondant des affirmations, des certitudes analytiques. Ça les gêne de ne pas savoir où classer un gars, de ne pas pouvoir lui coller une influence. Alors, ils disent: celui-là, il n'a pas de personnalité. Et ça, ça me fait franchement rigoler!

Interview P. Gallais.

B. D.

Roba peint les colonisés : il ne leur manque même plus la parole !



Si la société bretonne d'Ethnopsychiatrie cherche des sujets d'étude, il faudra lui adresser Roba, le dessinateur de Boule et Bill. Dans son dernier album, «Boule et Bill globe-trotters» il croque des bons sauvages d'Amérique du Sud avec leurs tares traditionnelles, cruauté, bêtise, alcoolisme, refus de la civilisation, mais avec un raffinement supplémentaire: leur langage incompréhensible et primaire, c'est tout bonnement... du breton (mais en petit nègre!)

Pour M.C. Messenger et ses enfants Tanquy et Gwen (de Loudéac) qui nous signalent le chef d'œuvre, «si vous atter-

rissez un jour chez les «sauvages» d'Amérique du Sud, on vous coupera la tête, on vous mangera les yeux, mais vous aurez une ultime consolation: on vous infligera ces supplices en langue bretonne. Que tous les chercheurs, les amateurs de langue et de culture bretonne et en particulier ceux qui luttent pour leur promotion se rassurent: leur langue est connue dans les trous perdus d'Amérique du Sud pour les supplices et mises à mort par des sauvages alcooliques».

N'empêche! Des Indiens comme ça, il nous en faut pour le Parc d'Armorique!

«SUPERBIGOU ATTAQUE!»

Et elle attaque sec dans cette seconde fournée livrée par le dessinateur Pierre Stéphan. Cette fois, moins d'expressions du coin, mais toujours autant d'action en l'occurrence maritime, c'est bien normal, et même sous-marine pendant que l'auteur y était. A noter les variations injurieuses qualifiant le répugnant capitaine Paou Koet, les bagarres avec des requins démontrant que Superbigou a la dent dure, les «pages du temps» qui vous débroussaient votre chronologie personnelle, l'apportage parfaitement délirant d'un avion d'Er Vigoudenn, et nous en passons. A vos planches...

* «Superbigou I», 34 F par corr. chez l'auteur: rue de la Gare, 29138 — Plobannaec-Lesconil.



MORVAN LEBESQUE
CHRONIQUES BRETONNES

Préface: Fañch Kerfraval

(parution juillet)

Souscription: 45 F

Ed. BRETAGNES
Kergadiou 29231 Taulé

ABONNEZ-VOUS !
VOUS Y GAGNEZ...

...NOUS AUSSI



COURRIER DES LECTEURS

Nous remercions ceux qui nous écrivent. A noter que, conformément aux usages dans la presse, nous ne publions que les lettres qui nous parviennent signées. Nous pouvons toutefois préserver l'anonymat des auteurs lorsqu'ils en manifestent le désir.

La première fois...

Mon histoire est très simple. Je suis une parisienne mariée depuis 22 ans et demi à un Breton, et résidant depuis 10 ans dans le Morbihan. Un samedi soir, mon mari, mon neveu et moi-même, étions dans une pizzeria à Baud. Trois messieurs, connaissances de mon mari, viennent à notre table pour lui dire bonsoir. Jusque-là rien de spécial.

Pour une raison pas très définie, la conversation en vient aux Parisiens, et là me voilà confrontée à un racisme provincial des plus marqués. On me reproche de vivre en Bretagne et voyez-vous, depuis 10 ans que j'y suis, c'est la première fois que cela se produit.

Vous parlez dans votre journal du racisme de couleur (1), très bien, mais je crois que maintenant, il vous faudra analyser le racisme provincial. Et si demain les Parisiens boudaient la Bretagne? Que penserait ce Monsieur? Je l'ignore, de toutes façons, il ne serait pas concerné, mais il faudrait poser la question aux commerçants Bretons (je suis commerçante). Je suis navrée car votre journal me parvient par son intermédiaire.

Mme Le Boulbard - Baud.

P.S. Dans cette histoire, ce qui est navrant, c'est que je n'étais pas la seule parisienne dans la salle, et cela peut porter préjudice au commerçant chez qui nous étions. J'aimerais vous lire à ce sujet.

(1) P.B. d'avril 83.

Un scandale de plus...

Récemment, les Tri Yann sont passés en concert dans la région parisienne. Je n'ai pas laissé l'occasion d'aller les voir et j'y ai emmené un ami qui voulait entendre, par curiosité, de la musique bretonne.

A la fin du concert, il m'a annoncé froidement que cela n'avait rien à voir avec la Bretagne. C'est un fait, le biniou était absent et la bombarde perdue, voire submergée, au milieu d'instruments bizarres et parfois même électriques! Oh, scandale, les traditions se perdent!

Puis, il m'a décrété tout aussi froidement que le «type qui parle tout le temps» (à savoir Jean-Louis Jossic) était un «minet». Pourquoi pas? Mais, habitant près de Paris et ayant fréquenté quelques petites écoles privées parinition des «minets».

En fait, j'ai compris une semaine plus tard (avec confirmation de sa part) qu'il trouvait Jossic et les autres chanteurs des Tri Yann «minets» tout simplement parce qu'ils n'étaient pas en sabots et chapeaux ronds!

A vous d'en tirer les conclusions...

Nathalie Perette, Les Ulis.

Beaubourg à Brasparts

Exposition lancée début mai par l'association des métiers de création artistique et artisanale (A.M.C.A.A.), le «Printemps de Brasparts» n'aura pas profité à tout le monde. Dans la lettre qui suit, Madeleine Skala, de Quimper, raconte la mésaventure survenue début mars à son mari, peintre breton.

«Il était convenu depuis très longtemps déjà que Josef présente ses œuvres devant une commission de sélection pour exposer à la ferme Saint-Michel à Brasparts. A notre premier contact avec le principal dirigeant: Guy Trévoux, nous avions déjà pressenti le malaise, car au vu des photos et ajustant ses lunettes il avait dit: «Il faudrait faire quelque chose de plus fou...»!

Et puis, devant la collection présentée (avec entre autres un miroir bigouden rond d'un mètre de diamètre que nos amis ont beaucoup admiré), le refus fut catégoriquement pris après de courtes minutes de délibération: «C'est non... au point de vue technique c'est bon, mais au point de vue artistique c'est mauvais, il faut éliminer ces couleurs et ces motifs...».

L'unanimité des juges était frappante.

Le souffle nous en fut coupé...

Une maison de l'artisanat au cœur des Monts d'Arrée demandant à ses exposants

d'éliminer les sources d'inspiration locales? Ces messieurs voudraient créer un art nouveau en: «éliminant les saint Renan» (sic) et autres Triskell... Les autres candidats, marchand de cuir, peintre, sculpteur, marionnettiste, etc..., se virent intégrés à la joyeuse confrérie de ce contexte très «Beaubourg».

Depuis, je réfléchis et je me demande si cette vieille honte d'être Breton n'existe pas encore plus qu'on ne le croit, ici touchant les catégories: «artistes-intellectuels». Les entrelacs venant d'Irlande encore à la rigueur... au moins ils sont exotiques, mais pas les «cornes de bélier», pas de motifs trouvés sur les lit-clos pourrissant dans les granges, et surtout pas les couleurs que l'on regarde honteusement défiler le jour des fêtes de Cornouaille.

Ainsi donc nous voilà classés dans les biniouseries et autres bretonneries exportables à Paris où elles trouveront preneurs parmi les nombreux expatriés, tandis qu'au fin fond de la Péninsule, ignorés des rubriques culturelles du «Monde» il existe des types géniaux et fous qui veulent refaire Beaubourg à Brasparts.

De quel snobisme s'agit-il?»



AU VIEUX QUARTIER
DE LA PLACE AU BEURRE

**Tissages
de Locmaria**

G. et J.-M. LE BERRE
15-17, rue du Salé
Tél. Magasin 95.41.51

Vêtements - Poteries - Bijoux - Laines
Artisanat Traditionnel et Contemporain

**BAR - CRÊPERIE
"CHEZ TOM"**

Guinness et Gueuze à la pression

18, rue Notre-Dame - 29260 LESNEVEN

Tél. 83.15.14

Dégustation à l'étage - Crêpes à emporter



TANGUY

Bois - Matériaux

Lannilis - Brest - Landerneau

2 ADRESSES POUR UN MÊME SERVICE

AUSTIN-TRIUMPH-ROVER-MG-JAGUAR

SÉBASTOPOL AUTOMOBILE

56, rue Sébastopol & 231, rue J. Jaurès-BREST

Téléphone : 44.70.48 - 44.19.79 & 80.17.59

2 CV - 6 - 16900 Km	12 900 F
2CV - 6 - 27000 Km	22 700 F
Visa Club	19 800 F
GSA - 34000Km	35 800 F
CX 2200 Matic 1976	
R5 GTL - 10000Km	33 900 F
R4 79	15 800 F
R14	16 600 F
Fuego GTL	34 900 F
Fiesta	20 900 F
Fiesta - 21000 Km	32 900 F
Granada 2L	29 700 F
Datsun Sunny	31 900 F
Toyota Starlett	23 900 F
Lada - 11000 Km	26 800 F
Honda Civic	10 900 F
Opel Kadett BK	12 800 F
Mercedes 250 SL Sport	
Peugeot 104 SL	18 500 F
Lancia Beta	28 900 F
Granada - 13000 Km	42 900 F
Opel Manta	14 800 F
LN 77	14 500 F
Volvo 244 T - 83	83 900 F
R 14 TS - 1980	
R 5 TL - 1976, 1977	28 900 F
Méto, 4 CV	30 900 F
Méto 1000L	23 000 F
Allégro 7 CV	69 800 F
Rover 2600	
Mini 850 - 1977, 1980	19 900 F
Innocenti, 6 CV	9 900 F
Princess 2200	42 800 F
Rover 3500	34 500 F
Coupé 504	38 500 F
Samba - 24000 Km	
Fiat 131 de 80 - 40000 Km	

KEMPER AUTOMOBILE

13, avenue de la Libération

Téléphone : 90.18.49-QUIMPER

R 5 TL de 77 - R 18 de 79 - R 4 L de 80
 Citroën GSX 2 de 76
 Citroën 2 CV 6 de 79
 Peugeot 305 GL de 80
 Peugeot coupé 504 de 78
 Peugeot 504 GLD de 76
 Opel Manta Berlineta SR de 76
 Volvo 244 turbo de 83
 Fiat Ritmo D de 83
 Lancia Beta 2000 de 80
 Lancia Delta 1500 de 81
 Lancia Beta 1300 coupé de 80
 Ford Granada 2.3 L. de 81
 Ford Escort 1.3L. GL de 80
 Rover 2600 S de 82
 Rover 2600 de 79
 Austin méto 1000 L de 82
 Allégro 1500 HL de 81
 Innocenti 90 L de 80
 Fiat Ritmo 65 cl de 80

vannes nature

Aliments naturels
 Diététique - Esthétique

25, rue des Halles

Tél. : (97)54.11.22



LE CHIEN NOIR

BAR
 JEUX

BREST-RECOURANCE
 2, rue Pierre-Ozanne
 Tél. (98) 49.59.29

Vos bijoux celtiques or et argent
 Collection importante



HORLOGERIE BIJOUTERIE MINGANT

Pierres fines - Réparations



95, rue de Siam - 29200 BREST - Tél. 46.06.02

MAISON OUVERTE A TOUS...



Y. PELLEAU vous attend

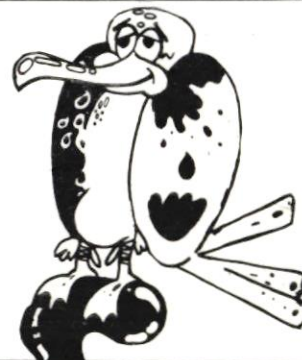
Samedi et Dimanche 26 juin

Lotissement de Parcevaux à Saint-Renan

LE CAFÉ DES MOUETTES

Numéro un en BIERES-WHISKIES

Port de Commerce
 29200 BREST
 Tél. : 44.33.21



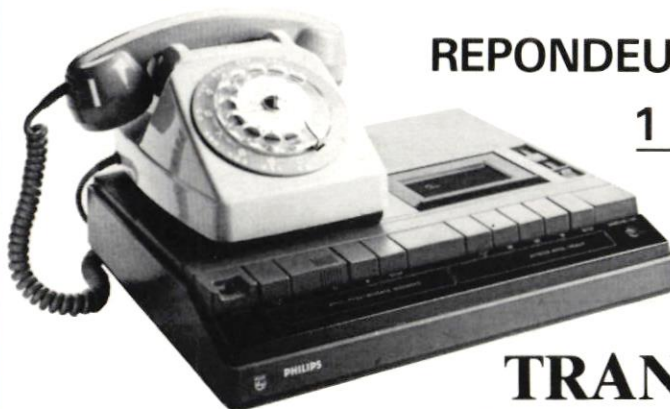
IMPRIMERIE DE L'IROISE

Rue François-Lettré, BREST - Tél. 02.28.74

OFFSET - QUADRICROMIE

Dépliants - Catalogues - Périodiques - Affiches

gardez le contact 24 heures sur 24...



REPONDEURS PHILIPS

1 848 F TTC

TRANSELEC

188, rue Jean-Jaurès - BREST
 Tél. (98) 44.32.79 - Poste 21

13^{ème}

DU 5 AU 15
AOÛT

FESTIVAL
1983

INTERCELTIQUE
ORIENT

NICHEAU, VERNEZ